

Europe au travail

Programme de la présidence danoise
du Conseil de l'Union Européenne 2012

2012

1 janvier - 30 juin 2012

eu2012.dk

PRÉSIDENTE DANOISE DU CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE 2012



PRÉSIDENCE DANOISE
DU CONSEIL DE L'UNION
EUROPÉENNE 2012

Table des matière

Introduction	4
1. Une Europe responsable	7
Une économie européenne responsable	7
Renforcement de la réglementation et de la surveillance financières	8
Cadre financier pluriannuel de l'Union européenne	9
2. Une Europe dynamique	10
Un marché unique revitalisé	10
Un marché des connaissances unique et compétitif	12
Croissance et développement durables partout dans l'Union européenne	13
Garantir le marché du travail de demain, la santé et un marché du travail inclusif	13
Une forte politique commerciale commune	15
3. Une Europe verte	16
Lien entre le développement vert et la croissance	16
Efficacité énergétique et l'avenir de la politique énergétique et climatique	17
Un marché intérieur de l'énergie	18
Durabilité de la politique agricole et de la politique de la pêche de demain	18
Système de transport cohérent et réduction de la pollution atmosphérique	19
Meilleure réglementation des produits chimiques	20
4. Une Europe sûre	21
Coopérer pour renforcer la sécurité des citoyens	21
Une politique d'immigration européenne bien gérée	22
Sécurité alimentaire et lutte contre les menaces transnationales pour la santé	23
Renforcer la capacité de réaction de l'UE en cas de catastrophe	23
Élargissement à venir de l'UE et renforcement de ses relations avec les régions voisines	23
Une action européenne commune forte	24
Formations du Conseil	25
Affaires générales	25
Affaires étrangères	28
Affaires économiques et financières	32
Compétitivité	37
Transports, télécommunications et énergie	40
Justice et affaires intérieures	45
Agriculture et pêche	49
Emploi, politique sociale, santé et protection des consommateurs	53
Environnement	58
Éducation, jeunesse, culture et sport	62

2015

Introduction

L'Union européenne se trouve aujourd'hui confrontée à d'importants défis, voire à son plus grand défi depuis la mise en place de la coopération européenne. Sa tâche première consiste à sortir saine et sauve de la crise profonde qu'elle connaît actuellement, à garantir la stabilité économique et à jeter les bases de la croissance et de l'emploi à venir. Parallèlement, l'Europe est appelée à résoudre de nouveaux problèmes d'envergure internationale, dans le domaine du climat, de l'énergie, de l'environnement, de la sécurité, etc. Autant de défis que les pays européens ne pourront relever qu'en se serrant les coudes.

En étroite collaboration avec les autres États membres, les institutions européennes (dont la Commission et le Parlement européen) et la Pologne et le Chypre, ses deux partenaires dans le trio de présidences, la présidence danoise entend contribuer de manière ciblée à générer l'élan dont l'Europe a besoin. La présidence veut se poser en partenaire ouvert et crédible pour toutes les parties. Elle entend soutenir activement le président permanent du

Conseil européen ainsi que le haut représentant pour les affaires étrangères et la politique de sécurité dans leurs efforts pour promouvoir les valeurs et les intérêts européens.

La présidence danoise œuvrera en faveur d'une économie européenne solide, d'un renouvellement de la croissance européenne et d'une Union européenne plus forte qui s'attache à résoudre les problèmes qui préoccupent les citoyens et les entreprises européens au quotidien. Nous entendons rapprocher et renforcer l'Union européenne en produisant des résultats concrets qui démontrent la valeur de la coopération européenne. À cet égard, la présidence danoise s'assigne *quatre domaines de travail prioritaire* :

1. Une Europe responsable

La création d'une croissance et d'emplois durables requiert que l'Europe sorte plus forte que jamais de la crise en adoptant une politique économique responsable, en garantissant des finances publiques solides et en mettant en œuvre les réformes structurelles nécessaires. Le 9 décembre

2011, le Conseil européen a donc pris une série de décisions importantes concernant le renforcement de la discipline financière en vue de garantir la stabilité économique en Europe. Durant la présidence danoise, le contenu de ces décisions devra être précisé en vue de définir une solution visant à renforcer la coordination financière et économique dans le cadre de la gestion de la crise de la dette à court et à long terme. De même, il sera essentiel pour la présidence de garantir une mise en œuvre systématique du premier cycle complet du semestre européen et du renforcement adopté de la coopération économique, sur la base d'un renforcement du pacte de stabilité et de croissance et d'une nouvelle coopération pour la gestion des déséquilibres économiques ainsi que de critères communs pour la réglementation budgétaire nationale. Les négociations relatives au cadre financier pluriannuel du budget européen pour la période 2014-2020 figurent également parmi les priorités de la présidence danoise. Le nouveau budget de l'Union européenne devra refléter la situation économique actuelle et se concentrer sur les domaines dans lesquels l'Union peut faire une différence. La présidence danoise cherchera à clôturer les négociations sur le cadre financier pluriannuel fin 2012 et s'efforcera de les faire avancer afin de préparer le terrain pour les négociations finales.

2. Une Europe dynamique

Il est indispensable de garantir le retour de la croissance et une hausse

de l'emploi en Europe, à court comme à long terme. Le marché unique constitue l'un des piliers de la coopération européenne. Ces vingt dernières années, c'est à lui que l'Europe doit son unification, sa croissance accrue et sa prospérité grandissante. Nous avons plus que jamais besoin d'un marché unique durable, porteur d'emplois, de stabilité et de prospérité pour les citoyens et les entreprises de l'Union européenne. La croissance européenne exige un perfectionnement du marché unique au profit des citoyens et des entreprises ainsi qu'un renforcement de l'éducation, de la recherche, de l'innovation, de l'égalité des chances et du marché du travail européen. Le marché unique doit être un marché unique dynamique, numérique et novateur. Il doit promouvoir des solutions créatives et offrir un cadre robuste pour l'implantation d'entreprises leaders dans le secteur des technologies de pointe et la création d'un plus grand nombre d'emplois verts. Enfin, l'Union européenne doit tirer parti de son poids économique pour se ménager de nouvelles opportunités commerciales à l'échelon international et promouvoir des échanges libres et équitables favorables à la croissance de ses entreprises.

3. Une Europe verte

L'Europe doit encourager la transition vers une économie verte et accentuer l'importance accordée au développement durable. Pour ce faire, il est indispensable de renforcer l'action

menée en faveur d'une telle transition ainsi que celle mise en œuvre pour résoudre les problèmes croissants liés aux formes de production polluantes, à la surexploitation des ressources naturelles importantes et au changement climatique. L'UE doit chercher à atteindre ses objectifs dans le domaine du climat et de l'énergie, qui visent notamment à accroître l'efficacité énergétique d'ici 2020, à intensifier le recours aux sources d'énergies renouvelables et à réduire considérablement les émissions des gaz à effet de serre d'ici 2050. La définition d'une politique des transports efficace et verte, la mise en place de normes vertes communes au sein du marché unique et le déploiement de modes viables de production et de consommation sont autant d'éléments de solution, de même qu'un secteur agricole favorable au climat, à la nature et à l'environnement et la promotion d'une réforme durable de la politique européenne de la pêche. Une augmentation des fonds consacrés à la recherche et au développement s'impose dans le secteur de l'environnement et de l'énergie. Enfin, la présidence danoise s'attachera à ce que l'Union européenne parle d'une voix forte lors du Sommet de Rio +20 sur le développement durable.

dans les domaines de la sécurité, du commerce et du développement doit être maintenue. Les États membres doivent renforcer leur coopération afin d'assurer la bonne gestion de la politique d'asile et d'immigration ainsi que de prévenir et lutter efficacement contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière. La présidence danoise entend appuyer le souhait des pays voisins de l'Union européenne de renforcer la coopération, y compris l'accès aux marchés européens, et contribuer à ce que le processus d'élargissement se poursuive de manière responsable. La présidence soutiendra activement les institutions européennes et les États membres dans leurs efforts visant à renforcer le rôle international de l'Union. Enfin, la présidence danoise contribuera activement à faire du service européen pour l'action extérieure un acteur puissant et dynamique et à consolider le lien entre les politiques européennes dans les secteurs intéressant les pays en développement.

4. Une Europe sûre

Pour garantir la sécurité des citoyens et le poids international de l'Europe à l'ère de la mondialisation, une action commune et une forte coopération européenne sont indispensables. L'influence internationale de l'Europe

1. Une Europe responsable

L'Europe lutte contre la pire crise économique qu'elle ait connue depuis des années. Ensemble, nous devons garantir la stabilité économique en Europe et contribuer à remettre la croissance et l'emploi sur une voie durable. Parallèlement, les États membres de l'Union européenne doivent consolider les finances publiques et mettre en œuvre des réformes requises. Au niveau des États membres, ces réformes et cet effort de consolidation se baseront sur la mise en œuvre des décisions adoptées lors du Conseil européen du 9 décembre 2011, le semestre européen et la « stratégie Europe 2020 » et mettront tout particulièrement l'accent sur une politique financière responsable et la mise en œuvre de réformes au profit du potentiel de croissance à long terme de l'Union européenne.

Une économie européenne responsable

Entre autres tâches clés, la présidence danoise devra continuer à gérer la crise économique et financière ainsi que la crise de la dette. Le 9 décembre 2011, le Conseil européen a adopté une série de décisions importantes concernant le renforcement de la discipline financière en vue de garantir la stabilité économique en Europe. La mise en œuvre de ces décisions devrait dominer l'ordre du jour européen, notamment durant la première moitié de la présidence danoise. Celle-ci va devoir définir une solution visant à renforcer la coordination financière et économique dans le cadre de la gestion de la crise de la dette à court et à long terme, notamment en vertu de l'accord

international pour une union économique renforcée et des deux propositions de règlements présentées par la Commission le 23 novembre 2011 sur une coopération économique renforcée.

La crise économique et financière internationale ainsi que la crise de la dette ont profondément touché les États membres et devraient affecter le cadre de la coopération européenne durant de nombreuses années.

L'Union européenne et les pays de la zone euro ont réagi face aux crises concrètes et aiguës, notamment en octroyant des programmes de prêts pluriannuels à la Grèce, au Portugal et à l'Irlande et en créant de nouveaux instruments de prêt et mécanismes. En mai 2010, le mécanisme européen

de stabilisation financière (MESF) et le Fonds européen de stabilité financière (FESF) ont été créés en vue de soutenir les pays de la zone euro connaissant de graves difficultés financières. Bientôt, ils seront tous les deux remplacés par le mécanisme européen de stabilité (MES). À l'automne 2011, d'autres mesures essentielles ont été prises en vue de renforcer la capacité du FESF à résoudre les crises et de garantir la santé du secteur bancaire européen.

Parallèlement à la gestion concrète de la crise, les États membres ont renforcé les règles et le cadre communs pour la coordination de la politique économique. Ainsi, l'Union européenne a adopté une réforme importante de la coopération économique, y compris un renforcement du pacte de stabilité et de croissance, une nouvelle coopération pour la gestion des déséquilibres économiques ainsi que des critères communs pour la réglementation budgétaire nationale. En vertu du semestre européen, ils ont renforcé le cadre de ces éléments dans la coordination des politiques économiques nationales.

En plus de nouvelles règles, tous les pays de la zone euro et six autres États membres, dont le Danemark, ont convenu d'un pacte de compétitivité européen (« le Pacte pour l'euro plus »). En s'engageant volontairement à prendre des mesures de réforme concrètes, les pays participants renforceront l'accent accordé, au plus

haut niveau politique, aux réformes les plus décisives. Ces réformes sont essentielles pour renforcer l'emploi, garantir des finances publiques solides et consolider la compétitivité et la stabilité financière.

La réforme de la coopération économique et le pacte de compétitivité sont des instruments décisifs pour le renforcement de la coordination et la résolution de la crise. La mise en œuvre des nouvelles règles de la coopération économique renforcée au sein de l'Union européenne devra contribuer au rétablissement d'une politique économique saine, responsable et durable dans chacun des États membres et éviter aux pays européens de tomber dans un long cercle vicieux fait de profonds déficits, de dettes croissantes et de taux d'intérêts élevés. Dans l'ensemble, ces mesures destinées à renforcer la coopération économique permettront à l'Europe de sortir de la crise et de réduire les risques d'une nouvelle crise tout en garantissant l'existence de meilleurs instruments de gestion en cas de rechute (notamment en élargissant la marge de manœuvre disponible pour garantir une politique financière active et en renforçant ainsi le potentiel de croissance et de création d'emplois en Europe).

Renforcement de la réglementation et de la surveillance financières

La crise financière a souligné la nécessité de renforcer la réglementation et la surveillance du secteur financier.

La présidence danoise entend donc mettre l'accent sur cet aspect.

Elle cherchera à obtenir un consensus au sein du Conseil en ce qui concerne la proposition de la Commission visant à réviser la directive sur l'adéquation des fonds propres (directive CRD4) en vue de transposer les standards du comité de Bâle III dans le droit européen. En outre, la présidence œuvrera à la mise en place d'un cadre commun européen pour la gestion des crises dans le secteur financier (par exemple, intervention précoce et prévention vis-à-vis des banques en difficultés) et s'attachera à obtenir un consensus au sein du Conseil en ce qui concerne la révision du règlement sur les agences de notation de crédit. En outre, la présidence entend privilégier les négociations avec le Parlement européen concernant la réglementation du commerce des produits dérivés. La présidence danoise poursuivra également les travaux sur la réglementation en matière de transaction des valeurs mobilières etc. (MiFID) et d'abus de marché (MAR). Par ailleurs, la présidence danoise accordera, de manière générale, une importance toute particulière à l'amélioration de la protection des consommateurs européens dans le secteur financier.

Cadre financier pluriannuel de l'Union européenne

Le monde a considérablement changé depuis la négociation du cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la période budgétaire actuelle

2007-2013. Le futur budget européen devra refléter la nécessité de consolider les finances publiques des États membres tout en créant un nouveau cadre pour la croissance et l'emploi à venir en Europe. Les fonds devront être utilisés plus efficacement et profiter davantage aux citoyens. L'Union européenne peut et doit générer des économies d'échelle en adoptant des solutions communes et un budget orienté vers l'avenir.

La présidence danoise accordera une grande priorité aux négociations concernant le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne pour la nouvelle période budgétaire 2014-2020. Les États membres chercheront à clôturer les négociations sur le cadre financier pluriannuel fin 2012. La présidence danoise s'efforcera de les faire avancer afin de préparer le terrain pour les négociations finales. Si elle ne peut espérer clôturer les négociations, la présidence danoise s'efforcera néanmoins de les faire avancer au maximum, notamment en ce qui concerne la réforme des politiques de l'agriculture et de la pêche, la politique structurelle et les programmes européens dans les domaines, entre autres, de la recherche et du développement, de l'énergie, du climat, de l'environnement, de l'éducation et de l'action extérieure. Les négociations spécifiques à chacune des composantes ne pourront être clôturées que dans le cadre de l'accord global.

2. Une Europe dynamique

Afin de préserver et de renforcer le niveau de bien-être et sa position parmi les régions les plus prospères et les plus dynamiques du monde, l'Europe doit impérativement adopter des conditions-cadres idéales pour la croissance et la création d'emplois sur son territoire. Le potentiel de croissance recelé par le marché intérieur n'est pas encore intégralement exploité, bien que des progrès essentiels aient été accomplis depuis sa mise en place en 1992. La présidence danoise s'est donnée pour objectif de contribuer de manière constructive au perfectionnement du marché unique via une série de nouvelles initiatives. Nous devons nous assurer que les conditions commerciales de l'Europe sont exploitées de manière optimale et que l'Union européenne demeure une région ouverte aux échanges et aux investissements, en ce sens que l'ouverture économique joue, elle aussi, un rôle crucial dans le renforcement de la croissance et de la création d'emplois en Europe.

Un marché unique revitalisé

Le marché unique reste le cœur et le principal moteur économique de l'Union européenne et recèle un potentiel de croissance important pour une croissance durable et un niveau d'emploi élevé en Europe. Il convient donc, parallèlement à la mise en œuvre réussie de réformes et de mesures de consolidation dans les États membres, de déployer des efforts ciblés et concrets pour trouver de nouvelles sources permettant de relancer la croissance et l'emploi en Europe. Suite à la publication par la Commission au printemps 2011 de l'Acte pour le marché unique, la présidence danoise entamera les travaux concernant différentes initiatives. La présidence

poursuivra, à cet effet, les travaux liés à une réforme du système de brevet européen, cruciale pour la compétitivité et la croissance européennes, et elle mettra, en outre, l'accent sur les domaines clés suivants :

- **Un marché unique numérique.** Le bon fonctionnement du marché unique numérique nécessite l'abolition de barrières réglementaires et charges administratives notamment en améliorant le cadre réglementaire du commerce en ligne intra-UE, en réduisant les tarifs de téléphonie mobile (SMS, appels téléphoniques et téléchargement de données via Internet) transfrontalière et la réutilisation des

informations du secteur public pour le développement de nouveaux services numériques. Il convient de renforcer la confiance des consommateurs en leur garantissant l'exercice de leurs droits lors de leurs achats sur Internet.

- **La dimension sociale du marché intérieur.** Les dimensions sociales d'une économie européenne intégrée au sein du marché intérieur doivent se renforcer mutuellement, tout comme le respect des droits des travailleurs doit permettre d'accroître la confiance dans le marché intérieur et la libre circulation des services. À cet effet, la présidence danoise s'emploiera à renforcer l'application de la directive « détachement des travailleurs » et à clarifier le cadre juridique entre les droits sociaux des travailleurs et l'exercice des libertés d'établissement des entreprises en leur conférant le même statut.
- **Marchés publics.** Une simplification du cadre législatif des marchés publics de l'UE s'impose afin de réduire les charges tant pour les entreprises que pour les autorités publiques. Des règles de passation de marchés publics simples et plus souples permettront aux achats des autorités publiques de servir davantage de moteur de croissance, notamment dans le cadre de marchés publics verts ou innovants. Un cadre législatif plus simple facilitera la participation notamment des

petites et moyennes entreprises aux marchés publics transfrontaliers. Compte tenu de l'économie générale, ces marchés publics devraient reposer sur un accès efficace et abordable.

- **Système de normalisation efficace.** Une concurrence efficace au sein du marché intérieur exige des normes communes et un système de normalisation efficace. Des nouvelles technologies pourront arriver sur le marché plus rapidement grâce aux normes européennes. En particulier, la reconnaissance de normes privées dans le domaine des technologies de l'information et de la communication stimulerait la passation de marchés publics plus novateurs dans le cadre de marchés publics.
- **Améliorer les conditions-cadres pour les entreprises et les consommateurs.** La présidence œuvrera en faveur de la modernisation des normes comptables européennes et d'un accès plus aisé des entreprises au capital-risque. Il convient de garantir les droits des entreprises et des citoyens en axant les efforts sur la transposition, l'application et le respect appropriés et en temps utile de la législation relative au marché intérieur et le renforcement de la surveillance du marché. Le respect des droits des consommateurs doit être garanti, notamment par la législation sur le règlement alternatif des différends.

- **Un marché intérieur de l'énergie.**

Une meilleure intégration du marché de l'énergie permettra de créer un marché concurrentiel, une baisse des prix de l'électricité ainsi qu'une intégration de volumes croissants d'énergie renouvelable dans les réseaux énergétiques à des prix plus abordables. Une telle intégration contribuera au renforcement de la sécurité de l'approvisionnement énergétique de l'UE et à la réalisation des objectifs climatiques de l'UE.

Un marché des connaissances unique et compétitif

La capacité de transformation des connaissances en créneaux économiques est essentielle pour la promotion de la croissance, de l'emploi et de la compétitivité. La présidence danoise cherchera à faire avancer les négociations sur la prochaine génération de programmes dans les domaines de l'éducation, de la recherche et de l'innovation. Le lien entre ces trois domaines doit être consolidé. À cet égard, les établissements d'enseignement supérieur jouent un rôle crucial en termes de recherche, de formation d'une main d'œuvre hautement qualifiée et de transfert de nouvelles connaissances à la société. Un renforcement des formations professionnelles devra également contribuer à promouvoir la société de la connaissance. En outre, la présidence danoise poursuivra les travaux visant à mettre en avant l'énorme potentiel que recèle le secteur culturel et créatif en termes de création de nouvelles

solutions contribuant à la croissance et à l'innovation. À cette fin, elle accordera notamment la priorité aux travaux liés à la proposition de programme « Europe créative ».

La présidence entend contribuer activement à ce que le futur programme-cadre de l'Union européenne pour la recherche et l'innovation (« Horizon 2020 ») facilite l'accès des chercheurs, des établissements du savoir et des entreprises au financement. Le maintien et l'élargissement de pôles de recherche d'excellence en Europe sont indispensables pour relever nombre des grands défis sociaux et jouent un rôle important dans les efforts déployés pour garantir la croissance économique et la création d'emplois sur le long terme. De même, le nouveau programme de l'UE « Erasmus pour tous » doit contribuer à rendre les programmes européens dans les domaines de l'éducation, de la formation, de la jeunesse et du sport plus facilement accessibles aux étudiants, aux établissements de formation et aux entreprises. L'esprit d'entreprise et l'innovation doivent également être encouragés en créant des conditions favorables au développement des idées dans le domaine de la recherche, du développement et de l'éducation, au profit des petites et moyennes entreprises. Afin de garantir la croissance, tous les talents doivent être mis à contribution et la présidence danoise mettra l'accent sur la représentation des femmes dans les organes directeurs des sociétés privées.

Dans le domaine de la santé, la présidence danoise souhaite également mettre l'accent sur la croissance et l'innovation. Elle œuvrera en faveur de traitements plus efficaces et de meilleure qualité pour les patients et de la création de conditions d'innovation favorables tant aux acteurs privés qu'aux acteurs publics dans le domaine des technologies de la santé et du bien-être. À cette fin, elle entend notamment revoir les directives sur les équipements médicaux. De plus, le Danemark mettra l'accent sur l'utilisation de technologies de l'information et de la communication appliquées à la santé (eHealth), en ce sens que des solutions informatiques novatrices pourront, entre autres, contribuer à améliorer l'exploitation des ressources ainsi que la prévention, la détection et le traitement des maladies chroniques.

Croissance et développement durables partout dans l'Union européenne

Depuis 1986, la politique de cohésion a pour objectif de réduire l'écart entre les niveaux de développement des différentes régions européennes. À l'avenir, elle devra appuyer les priorités de la stratégie Europe 2020 en vue de renforcer l'emploi et de promouvoir une croissance économique intelligente, durable et inclusive. La présidence danoise s'attachera à faire avancer au maximum les négociations sur une réforme de la politique de cohésion, qui devra contribuer davantage à consolider la compétitivité de l'Union européenne. Parallèlement,

la politique de cohésion devra mettre à profit les résultats déjà réalisés afin de renforcer davantage encore son impact et la durabilité de la croissance en Europe. Pour ce faire, une plus grande importance devra notamment être accordée aux résultats et l'accent devra être mis sur les actions les plus efficaces. En outre, une conditionnalité ciblée s'impose, afin de garantir l'existence des cadres nationaux nécessaires pour récolter les fruits des actions déployées.

De même, il serait souhaitable de créer une synergie et une coordination fructueuses entre la politique de cohésion et les politiques européennes apparentées ainsi que de simplifier la gestion des fonds de cohésion. La réforme de la politique de cohésion est au cœur des négociations sur le cadre financier pluriannuel et ne pourra être définitivement adoptée que dans le cadre de l'accord global.

Garantir le marché du travail de demain, la santé et un marché du travail inclusif

Bien que le chômage soit élevé en Europe, il sera à terme difficile de garantir une main d'œuvre suffisante. Les Européens vivent de plus en plus longtemps ; les retraités sont de plus en plus nombreux... et souffrent malheureusement souvent aussi d'une ou plusieurs maladies chroniques. Le financement de la société du bien-être de demain et la garantie des soins de santé et de la prise en charge des personnes âgées sont autant de défis

auxquels tous les États membres de l'Union européenne sont confrontés. La présidence danoise entend mettre l'accent sur la prévention, la détection précoce et le traitement des maladies chroniques. Dans le cadre de l'Année européenne du vieillissement actif, la présidence danoise débattrait des moyens disponibles pour améliorer l'état de santé des personnes âgées à mesure qu'elles vivent plus longtemps. Elle entreprendra également une action afin de promouvoir la participation des personnes âgées au marché du travail et au secteur du bénévolat tout en entamant un débat sur la manière dont les technologies modernes pourraient faciliter la vie des personnes âgées et des personnes souffrant d'un handicap, afin que la société puisse également mettre leurs ressources à profit.

La diversité des marchés du travail en Europe constitue une force essentielle. Toutefois, dans le cadre de la stratégie Europe 2020, nous pouvons également profiter mutuellement de nos expériences individuelles et développer des marchés du travail permettant aux entreprises de s'adapter facilement aux nouvelles conditions et sur lesquels les autorités et les entreprises investissent à la fois dans le développement d'un environnement de travail de qualité et dans le renforcement des qualifications des travailleurs.

L'égalité des chances constitue, elle aussi, un moyen d'accroître la main d'œuvre et joue un rôle crucial dans

l'assouplissement des marchés du travail. Il est indispensable de réduire le taux de chômage beaucoup trop élevé chez les jeunes européens. Aussi la présidence entend-elle, entre autres, mettre l'accent sur le nombre croissant de jeunes hommes qui abandonnent l'école et sur le nombre limité de jeunes femmes accomplissant une formation dans des secteurs de croissance tels que l'innovation, les technologies vertes et les sciences naturelles.

L'immigration légale d'une main d'œuvre qualifiée est requise pour garantir les marchés du travail de demain. La législation doit donc encourager des mécanismes souples qui offrent un accès aisé aux travailleurs et étudiants qualifiés dont l'Europe a besoin. La présidence danoise s'attachera à renforcer le partage des connaissances et la coordination dans le cadre d'une action d'intégration globale. La libre circulation des services et des personnes au sein de l'UE étant génératrice de croissance, la présidence cherchera à la promouvoir via un système plus efficace pour la reconnaissance mutuelle des qualifications professionnelles. La libre circulation et l'immigration légale de citoyens de pays tiers ou au sein du marché unique européen devront être subordonnées au respect des conditions de travail fondamentales et des conventions sociales des pays hôtes ainsi qu'à l'observation des règles relatives à la libre circulation des personnes au sein du marché unique.

Une forte politique commerciale commune

À la lumière de la crise économique mondiale, il est crucial que l'Union européenne continue d'appliquer activement sa politique commerciale afin de créer de meilleures conditions générales pour les entreprises européennes en termes d'exportation, de renforcement des chaînes de production mondiale et d'investissements. La présidence danoise entend tout particulièrement contribuer à ce qu'un rapprochement du dialogue politique entre l'Union européenne et ses pays voisins, ses partenaires stratégiques et autres partenaires parmi les pays en développement soit soutenu par des relations commerciales et un accès mutuel aux marchés. Une action spéciale s'impose en vue de poursuivre la libéralisation des échanges avec les voisins européens, notamment via des négociations sur les vastes accords de libre-échange. La présidence danoise poursuivra les travaux visant à accomplir des progrès concrets dans les négociations de l'OMC dans le cadre du cycle de Doha. Elle en fera sa première

priorité en matière de politique commerciale. À cet égard, elle cherchera également à soutenir la fonction de rempart contre le protectionnisme assumée par l'OMC.

Parallèlement, l'UE continuera de privilégier les accords d'échanges et d'investissements bilatéraux avec, par exemple, le Canada, la Colombie/le Pérou, l'Inde, le Japon, les pays du Mercosur, la Malaisie et Singapour. Elle poursuivra en outre l'élargissement des relations commerciales avec les partenaires stratégiques. Les échanges entre l'Union et les pays en développement devront être durables et contribuer à lutter contre la pauvreté. C'est pourquoi le développement durable et la lutte contre la pauvreté font partie intégrante de la stratégie commerciale de l'Union européenne. Cette approche devra être maintenue lors de la renégociation du règlement européen portant application d'un schéma de préférences tarifaires généralisées avec une série de pays en développement.

3. Une Europe verte

La présidence danoise entend définir un ordre du jour offensif en vue de générer une croissance verte et durable. Un tel ordre du jour requiert une vaste action dans plusieurs secteurs, tels que l'énergie, l'agriculture, les transports, le climat, l'environnement et les technologies de l'information, et repose sur le dialogue et la coopération entre les secteurs public et privé. La présidence poursuivra les travaux visant à atteindre des objectifs spécifiques d'ici 2020 et les années qui suivent, dans le but de garantir qu'une série de mesures concrètes sont mises en œuvre et que la recherche, le développement et la coopération public-privé se voient accorder la priorité nécessaire. Cela requiert tout particulièrement une action dans les secteurs de l'énergie et des transports sous la forme du développement technologique de systèmes d'énergie à haut rendement et d'une plus grande orientation vers les sources d'énergie renouvelables et la sécurité d'approvisionnement. L'accent sera également mis sur l'objectif de créer, à l'horizon 2050, une Europe efficace dans l'utilisation de ses ressources et à faible intensité de carbone, et des mesures seront appliquées à court, moyen et long termes. Parallèlement, une attention toute particulière devra être accordée à l'environnement et à la biodiversité de l'Union européenne. Deux aspects qui se retrouveront également au cœur des réformes des politiques communes de l'agriculture et de la pêche. Enfin, la présidence s'attachera à ce que l'Union européenne parle d'une voix forte lors du Sommet de Rio +20 sur le développement durable.

Lien entre le développement vert et la croissance

Une croissance verte exige de l'Europe qu'elle sache se faire entendre lors du Sommet de Rio +20, qui se tiendra au Brésil en juin 2012, et dans le cadre des négociations internationales sur le climat. L'Union européenne doit donc continuer de faire preuve de leadership dans le cadre des négociations sur un accord-cadre mondial. Ce dernier

devra ouvrir la voie à une transition vers une société à faible intensité de carbone, tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement, et à la diffusion, en parallèle, des technologies favorables au climat.

Une stratégie commune pour une croissance verte exige des formes de production efficaces en termes de ressources et une forte orientation de

l'Union européenne vers des modes viables de consommation. Une action ciblée dans le domaine des technologies permettra de développer et de diffuser des alternatives écologiques et efficaces dans l'utilisation des ressources. Parallèlement, les consommateurs européens devront disposer des outils nécessaires pour opérer des choix viables au quotidien. La réglementation du marché unique européen doit donc continuer de dicter les exigences environnementales, énergétiques et climatiques imposées à tous les types de produits. Une stratégie de croissance verte et efficace dans l'utilisation des ressources requiert en outre une action commune afin d'optimiser davantage encore l'exploitation des quantités de ressources qui sont aujourd'hui massivement gaspillées dans la production croissante de déchets par l'Union européenne.

La présidence danoise cherchera à définir le cadre du futur 7e programme d'action communautaire pour l'environnement. Les stratégies pour le développement d'une économie efficace en termes de ressources seront au cœur de ce programme. Le programme devra contribuer à cimenter le lien entre les objectifs, les moyens d'action et le financement. Parallèlement, la présidence danoise inscrira à l'ordre du jour la protection de la diversité biologique et encouragera les travaux visant à définir la stratégie communautaire sur la biodiversité jusqu'en 2020.

La transition indispensable vers une économie à croissance verte devra, dans une large mesure, être financée et emmenée par le secteur privé. C'est pourquoi l'Union européenne doit, de manière générale, s'attacher à encourager des partenariats public-privé pour une croissance verte et impliquer systématiquement des entreprises visionnaires dans la définition de stratégies pour une croissance verte.

Efficacité énergétique accrue et l'avenir de la politique énergétique et climatique

Les États membres se sont engagés à réduire de 20 % les émissions de gaz à effet de serre, à porter à 20 % la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique, et ils ont également déclaré leur intention d'accroître l'efficacité énergétique de 20 % d'ici à 2020. L'Union européenne est sur la bonne voie en ce qui concerne ses engagements dans le domaine de l'énergie et du climat, mais il sera nécessaire de faire davantage si nous voulons réaliser l'objectif fixé en matière d'efficacité énergétique. La présidence s'emploiera activement à faire adopter des mesures en matière d'efficacité énergétique. À cette fin, la directive relative à l'efficacité énergétique sera une priorité clé pour la présidence.

La présidence mettra l'accent sur la suite à donner aux feuilles de route à long terme sur l'énergie et le climat au cours des décennies à venir, pour permettre à l'UE de réaliser, dans un

effort global des pays développés, l'objectif fixé de 80 à 95 % de réduction des émissions de gaz à effet de serre d'ici 2050. Il est essentiel d'introduire des mesures d'incitation pour une transition verte d'ici 2020 et au-delà. Les moyens pour réaliser cet objectif sont notamment l'investissement dans des technologies propres et moins énergivores et le recours intensifié aux énergies renouvelables. La présidence entend notamment aborder les questions sur d'éventuels jalons importants et d'éventuels objectifs fixés en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique et l'efficacité énergétique afin de donner un signal fort au marché et d'accroître la sécurité d'investissement.

Un marché intérieur de l'énergie

La présidence entend promouvoir le bon fonctionnement d'un marché intérieur de l'énergie en modernisant l'infrastructure énergétique européenne. Une meilleure intégration du marché de l'énergie permettra de créer un marché concurrentiel, une baisse des prix de l'électricité en faveur des consommateurs et des entreprises ainsi qu'une intégration de volumes croissants d'énergie renouvelable dans les réseaux énergétiques à des prix plus abordables. Un marché intérieur intégré de l'énergie permettra de réduire la dépendance à l'égard des importations d'énergie en provenance de pays tiers. Cela renforcera la sécurité de nos approvisionnements,

améliorera l'exploitation des énergies renouvelables et contribuera à atteindre les objectifs climatiques fixés par l'UE.

Durabilité de la politique agricole de la politique de la pêche de demain

La réforme de la politique agricole commune est un des éléments clés des négociations du prochain cadre financier pluriannuel. Dans la logique de la stratégie Europe 2020, la politique agricole de demain doit contribuer davantage au développement de la compétitivité de l'UE sur les marchés mondiaux en axant l'orientation de la production en fonction du marché. Une augmentation des fonds consacrés à la recherche, au développement et à l'innovation dans le cadre du budget de l'UE (« Horizon 2020 »), et en mettant davantage l'accent sur le transfert de connaissances devront également permettre de soutenir les secteurs agricole et alimentaire. Un secteur agricole respectueux de l'environnement devra également permettre de relever de nombreux nouveaux défis, tels que l'adaptation au changement climatique, la réduction des émissions de gaz à effet de serre et le développement durable. Pour ce faire, il convient de mettre davantage l'accent sur les biens publics, tels que la gestion de l'eau, la gestion de la biodiversité, la sécurité alimentaire, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, la gestion des changements climatiques, les questions environnementales et l'énergie verte.

La future politique commune de la pêche doit également tenir compte à la fois de la protection des écosystèmes marins et des intérêts des consommateurs. Faire de la pêche une activité économique rentable à l'avenir nécessite une exploitation durable des ressources halieutiques. Dans cette optique, la présidence danoise travaillera à réduire les captures accidentelles et à supprimer les rejets de poissons en mer en ayant, entre autres, davantage recours à des méthodes sélectives de capture. La présidence œuvrera également à renforcer la durabilité dans la dimension internationale de la politique commune de la pêche. Une simplification des règles et une plus grande cohérence avec les politiques environnementale et climatique seront au cœur de ces travaux, de sorte qu'elles se renforcent mutuellement.

Système de transport cohérent et réduction de la pollution atmosphérique

Le secteur des transports constitue l'un des piliers de l'économie européenne en termes de croissance et d'emploi. Une action s'impose en vue d'assouplir l'infrastructure européenne dans les limites de conditions générales durables sur les plans climatique et environnemental. À mesure que la mobilité croît, tant les citoyens que les professionnels des transports et la société moderne en général ont besoin d'une infrastructure bien développée et d'une interaction efficace entre les différents modes

de transport. Qui plus est, une telle infrastructure contribuera à améliorer les conditions de marché des entreprises.

À l'avenir, l'Europe va devoir affronter d'importants défis en termes de saturation aux heures de pointe, tant en ce qui concerne le transport des personnes que celui des marchandises : les retards et le prolongement des délais de livraison sont une nuisance pour les citoyens et affectent la productivité et donc le marché intérieur. Il est par conséquent indispensable de résoudre et de prévenir les problèmes de saturation pour tous les modes de transport. La présidence danoise s'attachera à renforcer le marché intérieur en exploitant les avantages pouvant être dégagés, par exemple, de l'utilisation de systèmes de transport intelligents, d'une amélioration des transports publics, d'un accroissement de l'efficacité et de la sécurité des transports aériens, d'une amélioration des liaisons entre les voies routières et les ports et de l'interaction entre les modes de transport ainsi que d'une plus grande utilisation de semi-remorques modulaires sur les routes.

En outre, la pollution atmosphérique générée par les voitures, les navires, les trains et les avions constitue toujours un problème d'envergure mondiale. Le maintien ambitieux de l'action commune contre la pollution atmosphérique doit aller de pair avec des politiques européennes visant à réduire les émissions de gaz à effet de

serre, un objectif auquel les véhicules à haut rendement énergétique tels que les voitures électriques et hybrides peuvent largement contribuer. Des objectifs visant à réduire la pollution atmosphérique doivent donc être efficacement intégrés dans les stratégies européennes à long terme pour l'environnement et la santé.

Meilleure réglementation des produits chimiques

S'ils sont indispensables pour la croissance future, l'innovation et le développement de nouveaux produits impliquent néanmoins aussi des risques sanitaires, notamment dans le cas du développement de produits chimiques et de technologies dont les

conséquences pour la santé ne sont pas encore connues. Il serait donc nécessaire de durcir progressivement la politique environnementale de l'Union européenne en vue de protéger du mieux possible les êtres humains, les animaux et la nature contre les substances et les produits chimiques nocifs. À l'avenir, la priorité devra avant tout être accordée à la réglementation des combinaisons de produits chimiques ayant un impact sur la santé humaine. L'Union européenne doit pouvoir agir rapidement et transposer les nouvelles connaissances en mesures de prévention et politiques communes concrètes dès que les effets nocifs pour la santé humaine peuvent être documentés.

4. Une Europe sûre

À l'ère de la mondialisation, la coopération européenne est décisive pour garantir la sécurité, le bien-être et les intérêts des citoyens européens, et ce de la sécurité alimentaire et de la lutte contre les menaces transnationales pour la santé au renforcement de la capacité de réaction de l'Union européenne en cas de catastrophe en passant par la protection contre la criminalité transfrontalière et la préservation des intérêts européens sur la scène internationale. La présidence danoise œuvrera en faveur d'une action commune résolue dans tous ces domaines, afin de garantir la force de frappe internationale de l'Europe. Une coopération européenne forte est également indispensable au maintien de la sécurité et de la protection des citoyens européens, étant donné qu'une part croissante du crime grave et organisé est de nature transfrontalière. Une action en faveur d'une bonne gestion de l'immigration vers l'Union européenne requiert, elle aussi, une solide coopération. Par ailleurs, nous devons renforcer les efforts déployés pour favoriser la santé des citoyens européens, les droits des consommateurs et la sécurité alimentaire.

Coopérer pour renforcer la sécurité des citoyens

Les citoyens européens doivent se savoir en sécurité. Seuls, les États membres ne peuvent faire face à la criminalité transfrontalière et aux menaces extérieures en matière de sécurité. Il est donc impératif de définir des objectifs et une action communs au niveau de l'Union européenne. La présidence danoise œuvrera au maintien et au renforcement de la coopération entre les autorités répressives des États membres en matière de dépistage de la criminalité transfrontalière. À cet égard, elle s'attachera avant

tout à garantir le cadre d'un système d'enquête souple et efficace dans les cas d'affaires touchant plusieurs États membres.

Le terrorisme constituant toujours l'une des menaces les plus graves contre l'Europe, il est essentiel de maintenir et de renforcer l'action commune dans ce domaine. À cet égard, la présidence danoise s'attachera à garantir aux autorités répressives des outils d'enquête efficaces ainsi que la possibilité d'accéder aux informations requises pour assurer une action cohérente contre le terrorisme

et d'échanger ces informations. La présidence souhaite en outre renforcer l'accent sur la coopération pour la prévention du terrorisme. Sur ce point, il est important de recueillir et de partager toutes les connaissances sur les causes du terrorisme afin, par exemple, de pouvoir intervenir de manière précoce face aux tendances à la radicalisation.

La sécurité et les garanties légales vont de pair. C'est pourquoi la présidence danoise entend poursuivre les travaux visant à renforcer les droits processuels des suspects et des accusés en matière pénale. De même, il est nécessaire de veiller davantage à ce que les victimes d'actes délictueux soient assurées de recevoir le soutien dont elles ont besoin. Aussi la présidence danoise s'attachera-t-elle à atteindre des résultats concrets, afin de pouvoir aider les victimes à retrouver une vie normale.

Une politique d'immigration européenne bien gérée

Si elle peut profiter tant aux immigrants qu'aux pays d'origine, de transit et hôtes, l'immigration requiert toutefois une politique bien gérée, comme le montre clairement la situation actuelle en Afrique du Nord, qui présente à la fois des problèmes et des opportunités. La présidence danoise entend privilégier ce domaine.

Entre autres, une politique d'immigration bien gérée exige que le régime d'asile européen commun soit finalisé

avant fin 2012. Dès lors, la présidence danoise cherchera à promouvoir le mieux possible les négociations sur les actes législatifs du paquet « asile ». Elle soutiendra le Bureau européen d'appui en matière d'asile et l'agence Frontex et appuiera la coopération entre les agences. Ce faisant, elle contribuera aussi à garantir à tous les demandeurs d'asile des conditions de vie équitables durant le traitement de leur dossier.

En outre, la présidence danoise poursuivra les travaux en faveur d'une action ciblée et multicentrique dans le domaine de l'immigration illégale, notamment en continuant de renforcer et d'optimiser l'efficacité du système Schengen. Ainsi, la présidence contribuera à un contrôle sécurisé aux frontières extérieures de l'Union européenne afin que la libre circulation des personnes au sein de l'Union puisse demeurer un pilier de la coopération européenne. À cela s'ajoutent la politique des visas et une politique efficace en matière de retours, qui sont au cœur d'une politique d'asile et d'immigration bien gérée et respectant la dignité humaine.

La présidence danoise s'attachera à promouvoir au sein de l'Union européenne de bonnes conditions de travail pour les citoyens de pays tiers et à encourager un assouplissement et une débureaucratization de l'accès offert aux immigrants qui décrochent un travail hautement qualifié sur le territoire de l'Union et qui répondent

aux conditions de séjour. Enfin, il est indispensable de créer de meilleures bases pour une action d'intégration globale, notamment via l'échange des expériences et l'adoption de solutions communes au sein de l'Union européenne.

Sécurité alimentaire et lutte contre les menaces transnationales pour la santé

L'accès à une alimentation sûre et saine joue un rôle essentiel pour la protection générale des consommateurs. Il est crucial que les règles communes en matière de sécurité alimentaire soient respectées de la ferme à la table. Dans cette optique, la présidence agira, entre autres, en faveur d'une modernisation de l'inspection des viandes dans l'Union européenne et pour améliorer le bien-être des animaux.

La présidence entamera en outre les travaux sur les initiatives destinées à assurer une meilleure coordination des réactions d'urgence et de la gestion de crises au niveau de l'UE vis-à-vis des graves menaces transnationales pour la santé, en s'appuyant sur la proposition de la Commission d'un paquet « sécurité sanitaire ». Les maladies et les bactéries résistantes ne connaissent pas de frontières, et le phénomène de résistance gagnant du terrain en raison d'une consommation plus importante d'antibiotiques, tant chez l'homme que chez l'animal, constitue un défi un Europe. La présidence danoise veillera à promouvoir

une utilisation rationnelle des antibiotiques et à améliorer la surveillance de la consommation des antibiotiques afin de réduire le phénomène de résistance.

Renforcer la capacité de réaction de l'UE en cas de catastrophe

Les catastrophes naturelles ou d'origine humaine, telles que les incendies de forêt, les inondations ainsi que les attentats terroristes, ont une incidence croissante sur la sécurité des citoyens et imposent un renforcement de l'action de l'Union européenne dans leur prévention et gestion, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des frontières européennes. La présidence danoise s'emploiera activement à renforcer et à améliorer les instruments législatifs européens dans le domaine de la protection civile.

Élargissement à venir de l'Union européenne et renforcement de ses relations avec les régions voisines

La présidence danoise soutiendra activement les relations de l'Union européenne avec ses voisins. Dans le cadre des négociations sur l'élargissement, la présidence danoise contribuera à une politique de l'élargissement responsable, basée sur les critères de Copenhague, le principe des mérites propres et la capacité d'absorption de l'Union lors des négociations avec les pays candidats. La présidence mettra en outre l'accent sur la mise en œuvre de la nouvelle stratégie de voisinage. La présidence œuvrera en faveur d'une

plus grande souplesse, d'une orientation accrue vers les mérites propres et d'une plus grande cohérence de l'action européenne dans les régions voisines situées à l'est comme au sud. Elle privilégiera les débats sur la poursuite des libéralisations commerciales et les aspects liés à l'immigration dans le cadre notamment de l'approche globale révisée pour l'immigration à la lumière de l'évolution de la situation dans les pays voisins au sud.

Une action européenne commune forte

Ambitionnant de contribuer à une Union européenne cohérente qui, sur le plan externe, se base également sur les valeurs fondamentales et les droits universels, la présidence danoise soutiendra activement le président permanent du Conseil européen ainsi que les efforts déployés par le haut représentant pour renforcer les relations extérieures de l'Union européenne, et ce notamment vis-à-vis de ses pays voisins, de ses partenaires stratégiques et d'autres partenaires parmi les pays en développement. L'accent sera mis sur une plus grande orientation vers les résultats, sur une plus grande transparence et sur une plus grande cohérence des politiques européennes au profit des populations pauvres du monde. La présidence danoise s'attachera en outre à promouvoir le lien entre les actions humanitaires de l'Union européenne et les programmes de développement à plus long terme.

L'Union européenne doit s'exprimer d'une seule voix dans les négociations internationales. La présidence danoise s'attachera à garantir une forte action européenne commune vis-à-vis de l'extérieur et à renforcer la force de frappe de l'Union européenne en veillant à une action coordonnée dans les forums internationaux tels que l'ONU, le G20 et l'OSCE. Elle cherchera avant tout à renforcer la coordination européenne préalablement aux réunions. Il est également important vis-à-vis des nouvelles économies émergentes, telles que la Chine, l'Inde et le Brésil, que l'Union européenne puisse agir de manière efficace, coordonnée et plus cohérente.

Par ailleurs, les objectifs de l'Union européenne en matière de climat, le développement de technologies vertes, le développement social durable et l'expansion des sources d'énergies renouvelables sont autant d'éléments qui doivent jouer un rôle moteur dans la transition vers une économie durable davantage mondialisée. La présidence danoise entend contribuer à ce que l'environnement et le développement soient au cœur des positions de l'Union européenne en vue de la conférence des Nations unies sur le développement durable, qui sera organisée à Rio de Janeiro en juin 2012.

Formations du Conseil

Affaires générales

Le Conseil Affaires générales assume une série de tâches interdisciplinaires et de coordination, telles que la préparation des réunions du Conseil européen et le traitement de dossiers horizontaux comme le cadre financier pluriannuel, l'élargissement de l'Union européenne et les questions relatives à ses institutions. La force d'action du Conseil Affaires générales est donc essentielle pour garantir à l'Union européenne sa force de frappe grâce à des politiques coordonnées et à des institutions performantes qui collaborent entre elles. Dans le cadre du Conseil Affaires générales, la présidence danoise entend accorder la priorité aux domaines suivants :

- préparation efficace des réunions du Conseil européen ;
- avancée des négociations sur le cadre financier pluriannuel ;
- avancée des négociations sur l'élargissement de l'Union européenne.

Préparation des réunions du Conseil européen

Le Conseil Affaires générales assure la préparation et le suivi des réunions du Conseil européen, dont l'objectif est de déterminer **l'orientation politique générale et les priorités** pour la coopération européenne. Ces dernières années, le Conseil européen a notamment joué un rôle clé dans la gestion de la crise économique et de la crise de la dette publique. À l'aube de la présidence danoise, le Conseil Affaires générales devra également préparer les travaux du Conseil européen liés à l'accord international pour une union économique renforcée. En étroite collaboration avec le président permanent du Conseil européen, la présidence danoise entend garantir une préparation efficace des réunions du Conseil, afin de lui permettre de déployer toute sa force de frappe et de prendre les décisions nécessaires pour l'avenir de l'Union européenne.

Cadre financier pluriannuel

Le cadre financier pluriannuel de l'Union européenne est à la base de ses budgets annuels et garantit sa situation financière pour une période donnée. Parallèlement, les négociations jouent un rôle général dans l'orientation fondamentale de la coopération et la définition des priorités à cet égard. Le cadre financier pluriannuel actuel expirant en 2013, les négociations complexes concernant le nouveau cadre financier pluriannuel feront donc partie des tâches principales de la présidence danoise. Le Conseil devra assumer le rôle fondamental de forum de discussion de cette question, laquelle présente une grande importance transversale tant pour les négociations que pour le cadre de nombreux autres domaines sectoriels. Comme l'ont décidé des chefs d'État et de gouvernement de l'Union européenne lors du Conseil européen du 9 décembre 2011, la présidence danoise cherchera à clôturer les négociations fin 2012 et s'efforcera de les faire avancer afin de préparer le terrain pour les négociations finales.

L'accord définitif conclu au sein du Conseil européen sera préparé par le Conseil des affaires générales. Les négociations sur le financement des dépenses de l'Union européenne devront avoir lieu en même temps que les négociations sur le nouveau cadre financier pluriannuel.

Dans le cadre des négociations, le Conseil devra prendre position,

notamment, sur le volume et la souplesse du budget global, les dépenses prioritaires ainsi que sur la répartition des fonds entre les États membres et sur le financement du budget européen, y compris la question des systèmes de recettes de l'Union européenne et des mécanismes de correction/ristourne.

Au sein du Conseil, parallèlement aux négociations sur le cadre financier pluriannuel, des négociations auront lieu à propos de la future politique de cohésion de l'Union européenne, qui fait partie intégrante du cycle global de négociations. La politique communautaire de cohésion vise à promouvoir un développement harmonieux partout dans l'Union. Cette dernière s'efforce, via sa politique de cohésion, de réduire les écarts entre les niveaux de développement des différentes régions. Dans le cadre des négociations sur la future politique de cohésion, le Conseil devra prendre position sur des questions telles que le cadre institutionnel de ladite politique, les principes de planification et de gestion ainsi que la surveillance et l'évaluation de la politique de cohésion.

Les nouveaux règlements sur les fonds structurels ne pourront être adoptés que lorsqu'un consensus sera atteint sur le cadre financier pluriannuel. Les règlements devront, pour la première fois, être adoptés conformément à la procédure décisionnelle générale, ce qui renforce le rôle joué par le Parlement européen par rapport au passé.

Élargissement

La perspective d'adhésion à la coopération européenne continue d'inciter les pays candidats à mettre en œuvre de vastes et difficiles réformes. Les pays candidats et les autres pays ayant une perspective européenne se rapprochent ainsi des normes européennes en termes d'organisation de la société et d'économie. Historiquement, la politique d'élargissement est l'une des politiques les plus réussies de l'Union européenne. Le grand accord d'élargissement de décembre 2002 a été négocié durant la présidence danoise de l'époque. En 2012, la crédibilité de la politique d'élargissement restera une priorité danoise.

La présidence danoise poursuivra la politique d'élargissement de l'Union européenne sur la base du principe des mérites propres des pays, ce qui devrait permettre de faire avancer les négociations. S'appuyant sur cette approche, la présidence danoise s'emploiera à faire avancer les négociations d'adhésion avec l'Islande. La présidence danoise soutiendra également la poursuite des négociations avec la Turquie et le renforcement de ses relations avec l'Union. Sur la base des recommandations formulées dans les rapports de suivi de 2011 et du débat lors du Conseil européen de décembre 2011, l'UE devra, pendant la présidence danoise, envisager et, le cas échéant, décider de l'étape suivante avec les candidatures de la Serbie et du Monténégro. Enfin, la présidence danoise suivra la consolidation et la poursuite des réformes

engagées par la Croatie après la signature du traité d'adhésion avec la Croatie le 9 décembre 2011.

Relations interinstitutionnelles

La présidence danoise s'attachera à garantir une coopération constructive entre les institutions de l'Union européenne ainsi que le bon fonctionnement de ces institutions, et tout particulièrement de la Cour de justice, laquelle joue un rôle important pour les citoyens et les entreprises européens.

Durant la présidence danoise, le Conseil devra examiner le premier rapport d'avancement du haut représentant concernant le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure. La présidence cherchera à contribuer à la consolidation continue du service européen pour l'action extérieure en vue de renforcer le rôle joué par l'Union européenne dans le monde de la manière la plus efficace possible.

Sûreté nucléaire

À la lumière de la catastrophe survenue au Japon, le Conseil européen a décidé au printemps 2011 de soumettre les centrales nucléaires à des tests de résistance afin de contrôler si elles étaient équipées pour résister aux catastrophes naturelles et, le cas échéant, aux attentats terroristes. Le Conseil sera appelé, durant la présidence danoise, à clôturer les examens en cours. Dans le cadre de ceux-ci, il est essentiel que le suivi repose sur les normes de sécurité les plus strictes.

Affaires étrangères

La présidence danoise vise à offrir tout le soutien possible aux activités du haut représentant et au processus d'établissement du service européen pour l'action extérieure, en accordant une attention particulière à l'efficacité. Avec la mise en place de la fonction de haut représentant, du service européen pour l'action extérieure, y compris des délégations de l'Union dans les pays tiers, l'Union européenne est mieux à même de suivre des approches intégrées visant à défendre les intérêts de l'Europe et à promouvoir ses valeurs et priorités. La présidence danoise s'emploiera à améliorer la coordination politique en suivant des approches transversales stratégiques et cohérentes entre les politiques extérieures de l'UE, et ce en menant des actions suivantes :

- améliorer la cohérence entre les différentes politiques de l'UE en assurant une concertation entre les acteurs des politiques extérieures ;
- contribuer au renouvellement de la

politique européenne de développement en maintenant l'accent sur la lutte contre la pauvreté ;

- approfondir les relations commerciales de l'UE de sorte qu'elles stimulent la croissance et l'emploi en Europe.

Cohérence accrue entre les politiques extérieures de l'UE

La présidence danoise s'efforcera de soutenir les efforts déployés par les institutions européennes et les fonctions permanentes visant à assurer une plus grande cohérence entre les actions menées au niveau européen et national ainsi qu'une plus grande synergie et plus de coopération entre les institutions et structures existantes. L'objectif étant de favoriser une Union plus cohérente, fondée, aussi dans ses relations extérieures, sur les valeurs fondamentales et droits universels.

Le service européen pour l'action extérieure contribue à accroître la

capacité d'action de l'UE en matière de politique étrangère et est un outil vital pour les pays européens en tant qu'acteur mondial. Pendant la présidence danoise, le Conseil devra examiner premier rapport d'avancement du haut représentant concernant le fonctionnement du service européen pour l'action extérieure. Le Conseil entamera, sous présidence danoise, les débats sur la composition et la base légale des **financements pour l'action extérieure de l'UE** pour la période 2014-2020, et ce dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE. Les différents instruments financiers devront notamment tenir compte de l'établissement du service européen pour l'action extérieure et de la fonction du haut représentant destinée à assurer une coordination politique globale de l'action extérieure de l'Union. Avec la mise en place d'une action plus cohérente, l'UE devrait être mieux à même d'agir efficacement et de manière souple en cas de crises, de catastrophes et dans les États fragiles.

En étroite collaboration avec le haut représentant et la Commission, le Conseil s'emploiera, sous présidence danoise, à accroître la résistance aux catastrophes naturelles, à promouvoir la sécurité alimentaire et à veiller à une plus grande cohérence entre aide humanitaire et développement dans des crises de longue durée. Il est primordial d'assurer des **actions humanitaires européennes** efficaces et cohérentes ainsi qu'une **capacité**

de réaction de l'UE rapide et bien coordonnée en cas de catastrophe. La présidence appuiera le processus législatif relatif à un nouveau corps volontaire européen d'aide humanitaire et les efforts visant à assurer une plus grande synergie entre les opérations humanitaires et la protection civile, y compris la capacité de réaction renforcée de l'UE fondée sur une utilisation flexible des ressources opérationnelles des États membres. La présidence soutient le rôle de l'ONU en tant que coordinatrice globale de l'aide humanitaire durant les catastrophes naturelles et les crises.

La **politique de voisinage** européenne est un outil important pour garantir de bonnes relations avec les pays voisins de l'Union européenne et assurer leur développement. Cette politique doit contribuer à ce que l'Union reste un partenaire attrayant pour ses pays voisins, notamment en garantissant un élargissement des échanges, une consolidation de la coopération dans le domaine énergétique et un vaste renforcement des institutions. La présidence danoise s'attachera en outre à ce que la coopération soit basée sur la conditionnalité et les mérites (« *more for more* »). À cette fin, elle maintiendra l'importance accordée à la mise en œuvre continue de la nouvelle stratégie de voisinage. La présidence s'efforcera tout particulièrement de promouvoir la libéralisation des échanges avec les voisins européens situés à l'est et au sud.

Un renforcement des relations avec les **partenaires stratégiques** profitera tant à l'Union européenne qu'à ses partenaires. La présidence danoise s'attachera tout particulièrement à garantir la coordination nécessaire au sein du cercle européen et avec les institutions européennes concernées. La présidence cherchera spécialement à appuyer le potentiel de renforcement de la croissance et de l'emploi en Europe. Parallèlement, les valeurs fondamentales de l'Union européenne devront servir de base aux efforts déployés pour faire d'elle un acteur international puissant, y compris dans les relations avec les partenaires stratégiques.

L'Union européenne doit jouer un rôle de premier plan dans la lutte contre **le terrorisme et l'extrémisme violent** afin de préserver la vie et la liberté des citoyens. La présidence danoise s'attachera à garantir à l'Union européenne un maximum de cohérence entre les mesures prises en interne et en externe ainsi qu'à consolider le lien entre une lutte efficace contre le terrorisme et les droits fondamentaux.

Renouveau de la politique européenne de développement

Pendant la présidence danoise, la politique européenne d'aide au développement devra faire l'objet d'une révision au sein du Conseil afin de l'adapter aux défis globaux tels que le climat, la migration, l'égalité des chances, la sécurité et les conséquences de la crise financière. La

présidence entend veiller à ce que l'UE honore ses engagements en matière d'aide au développement et à ce que cette aide soit plus efficace, mieux ciblée, plus axée sur les résultats et basée sur des responsabilités réciproques. Il convient d'accorder une plus grande attention aux possibilités offertes aux populations pour réaliser leurs droits. L'appui budgétaire reste une source importante de l'aide au développement de l'Union européenne, et il convient d'examiner les moyens d'accroître l'utilisation de ce type d'aide. Il importe d'instaurer une coordination étroite avec le haut représentant et la Commission en vue d'assurer la plus grande cohérence possible des politiques et instruments extérieurs de l'UE, au profit du développement dans les pays les plus pauvres du monde.

Les questions environnementales et liées au développement joueront un rôle clé lors de la **conférence des Nations unies sur le développement durable** (« Rio+20 »). La présidence danoise œuvrera en faveur d'une participation active et constructive par l'UE au processus afin de contribuer à obtenir des résultats ambitieux, axés sur le développement. L'objectif étant de renforcer la volonté politique en faveur du développement durable.

La politique commerciale européenne comme contribution à la croissance et à l'emploi

La politique commerciale de l'Union européenne constitue un précieux

outil lorsqu'il s'agit de stimuler la croissance et l'emploi en Europe dans le sillage de la crise économique. Il est nécessaire que l'UE maintienne et consolide son rôle d'économie mondiale clé. Parallèlement, il est indispensable qu'elle tente de promouvoir la libéralisation des produits respectueux du climat et de l'environnement dans les différents domaines afférents à la politique commerciale commune. À cet égard, la présidence danoise entend accorder la priorité aux éléments suivants :

- **renforcement de l'accès aux marchés** pour les pays BRIC et les nouvelles économies émergentes, y compris les négociations sur un accord de libre-échange avec le Brésil et les autres pays du Mercosur, l'adhésion de la Russie à l'OMC, un accord de libre-échange avec l'Inde et le début éventuel de négociations sur un accord d'investissement avec la Chine ;
- commerce et développement. Le Conseil devrait adopter des conclusions concernant le commerce et le développement. Entre autres, la présidence danoise devra négocier **le règlement sur le système de préférences généralisées** pour les pays en développement ;
- consensus au sein du Conseil concernant le début des négociations entre l'Union européenne et le Japon sur un **accord de libre-échange** qui, d'un point de vue

commercial et stratégique, serait dans l'intérêt commun des parties ;

- renforcement du système commercial multilatéral, dont les **négociations de l'OMC** sur le cycle de développement de Doha. La présidence danoise contribuera à soutenir la crédibilité du système de l'OMC en tant que rempart contre le protectionnisme et outil d'intégration des pays en développement dans les échanges internationaux ;
- promotion de la **libéralisation des échanges avec les pays voisins européens**, notamment via des négociations sur des accords de libre-échange vastes et détaillés.

Par ailleurs, la présidence danoise aura pour tâche importante de gérer un certain nombre d'autres questions législatives et commerciales, telles que l'adhésion de l'Union européenne à des accords de libre-échange avec la Colombie/le Pérou et l'Amérique centrale et la mise en œuvre de ces accords. La présidence s'attachera à impliquer le Parlement européen dans les négociations relatives à la politique commerciale à la lumière du traité de Lisbonne ainsi que dans la question de l'accès par les pays tiers aux marchés publics de l'Union européenne dans le cadre de la révision des directives européennes relatives aux marchés publics.

Affaires économiques et financières

Le Conseil ECOFIN est chargé de la coordination de la politique économique des États membres et donc de leurs efforts communs pour gérer la crise économique et financière et la crise de la dette. Par les accords conclus à l'automne et fin 2011, les États membres ont franchi un pas décisif dans la gestion concrète des crises. À l'avenir, la coopération européenne devra être axée sur la mise en œuvre de ces accords et sur la récente réforme de la coopération économique, de sorte que l'Europe puisse prévenir de nouvelles crises, minimiser les risques d'une nouvelle aggravation de la crise de la dette, consolider le potentiel de croissance et de création d'emploi et réaliser la transition vers une économie plus verte et plus durable.

La mise en œuvre de la réforme de la coopération économique et les travaux liés à l'accord international pour une union économique renforcée ainsi que les deux propositions de règlements présentées par la Commission le 23

novembre 2011 sur une coopération économique renforcée seront au cœur de l'agenda économique-politique de la présidence danoise. Cette réforme devra garantir un plus grand respect et un meilleur suivi de la réglementation financière commune ainsi qu'un renforcement des cadres nationaux pour la politique financière. La présidence contribuera également à ce que la nouvelle coopération sur les déséquilibres macroéconomiques soit efficacement mise en œuvre afin de pouvoir endiguer suffisamment tôt tout développement économique insoutenable qui risquerait d'entraîner une rechute plus grave et plus longue encore. L'objectif d'une politique économique plus saine poursuivi par la réforme et le recentrage sur les réformes structurelles sont décisifs pour la consolidation du potentiel de croissance des économies européennes.

S'agissant du Conseil ECOFIN, la présidence danoise accordera la priorité aux éléments suivants :

- gestion de la crise économique, dont la mise en œuvre efficace de la coopération économique renforcée et mise en œuvre des décisions adoptées lors du Sommet européen du 9 décembre 2011 ;
- mise en œuvre rapide et efficace des réformes de la réglementation financière ;
- renforcement de la coopération fiscale, y compris la fiscalité de l'énergie et une imposition efficace des épargnes déposées dans d'autres pays via l'échange d'informations ;
- représentation des États membres au G20.

Coopération économique renforcée - agenda de réformes et de consolidation

L'Union européenne a adopté une **réforme historique de la coopération économique**. Cette réforme prévoit, entre autres, une consolidation du pacte de stabilité et de croissance, un renforcement des cadres budgétaires nationaux et une nouvelle coopération visant à parer aux déséquilibres macroéconomiques. Le premier cycle complet du semestre européen aura lieu durant la présidence danoise, suite à l'entrée en vigueur de la réforme (le « six pack » en référence au paquet de six actes législatifs).

Il sera crucial de garantir que la mise en œuvre de la réforme contribue

réellement à un plus grand respect de la réglementation commune et donc à un assainissement des finances publiques, ce qui est essentiel pour garantir un développement économique, une croissance et la création d'emplois stables ainsi que la mise en place d'une économie verte. Dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme, la présidence danoise mettra l'accent sur la réalisation des plans de consolidation et des recommandations actuels, d'une part, pour **renforcer la crédibilité** de la coopération économique réformée et, d'autre part, pour minimiser les risques d'aggravation de la crise actuelle de la dette. Par ailleurs, la présidence danoise privilégiera les travaux liés au pacte de compétitivité (« Pacte pour l'euro plus »), auquel ont adhéré les pays de la zone euro et six autres États membres afin d'insister sur les réformes les plus importantes pour renforcer l'emploi, garantir des finances publiques saines et consolider la compétitivité et la stabilité financière.

Le Conseil ECOFIN devra préparer le Sommet économique du Conseil européen, qui aura lieu les 1er et 2 mars 2012. À cette occasion, il devra présenter des recommandations économiques générales concernant les politiques macroéconomique, financière et structurelle, notamment sur la base de l'examen annuel de la croissance de la Commission. Ces recommandations contribueront à la définition des programmes de stabilité et de convergence des pays

ainsi que des programmes de réforme nationaux, y compris d'éventuels engagements au titre du pacte de compétitivité. La présidence danoise accordera la priorité à l'évaluation des programmes et des efforts déployés par les pays pour observer les recommandations, aux efforts de consolidation déployés en vue d'atteindre les objectifs budgétaires à moyen terme ainsi qu'aux plans budgétaires et de réforme visant à garantir la viabilité de la politique financière sur le long terme. Sur la base des programmes, le Conseil ECOFIN adoptera des avis et des orientations spécifiques aux différents pays lors de sa réunion du mois de juin 2012, en vue de leur approbation par le Conseil européen les 28 et 29 juin 2012. Il convient de garantir que les évaluations des programmes nationaux débouchent sur des recommandations cohérentes et intégrées, identifiant les domaines de réforme pertinents pour chacun des pays et soutenant l'agenda de consolidation. La présidence danoise contribuera à promouvoir l'agenda des réformes structurelles, susceptible de soutenir la croissance, l'emploi et la viabilité de la politique financière de l'Union européenne, notamment sur la base de sa **stratégie Europe 2020**.

La présidence danoise mettra l'accent sur le suivi de la mise en œuvre des **recommandations des pays aux termes de la procédure de déficit excessif**. 2011 est la première année au cours de laquelle tous les pays faisant l'objet de recommandations ou de

mesures en demeure ont dû consolider leurs finances publiques et procéder à des améliorations structurelles. Durant la présidence danoise, la Commission et le Conseil pourront, pour la première fois et sur la base de chiffres réels relatifs aux finances publiques en 2011, déterminer dans quelle mesure la consolidation des États membres est en bonne voie. Concrètement, le Conseil pourra adopter une décision concernant la suppression éventuelle de la procédure de déficit ou prendre de nouvelles mesures aux termes de la procédure pour chacun des pays.

En outre, le Conseil devra pour la première fois examiner la nouvelle **procédure concernant les déséquilibres macroéconomiques excessifs**. La Commission devrait présenter son rapport d'évaluation, qui tend à déterminer si les États membres présentent des déséquilibres excessifs. Cette évaluation a été réalisée sur la base d'un tableau d'indicateurs identifiant les déséquilibres possibles ainsi que d'un éventuel post-examen approfondi de ces derniers. En fin de compte, le Conseil devra évaluer les déséquilibres possibles et, le cas échéant, adopter des recommandations à l'attention des pays concernés afin de leur indiquer les démarches à entreprendre en vue de corriger les déséquilibres constatés.

La présidence danoise s'attachera à garantir, au sein du Conseil, une préparation efficace et soignée des

réunions du G20 des ministres des finances et des gouverneurs de banques centrales, lequel est devenu, dans le contexte de la crise, un forum international clé pour les discussions d'ordre économique et financier. Il est important que l'Union européenne s'exprime d'une seule voix au sein du G20 et que la représentation européenne commune défende les intérêts globaux des États membres.

Renforcement de la réglementation financière

La crise financière a révélé la nécessité de renforcer la réglementation et la surveillance du secteur financier. La présidence danoise entend donc mettre l'accent sur cet aspect. La présidence cherchera à obtenir un consensus au sein du Conseil en ce qui concerne la proposition de la Commission visant à réviser la directive sur l'adéquation des fonds propres (directive CRD4) en vue de transposer **les standards du comité de Bâle III** dans le droit européen. Elle s'attachera également à obtenir un consensus au sein du Conseil en ce qui concerne la révision du règlement sur les agences de notation de crédit. Elle poursuivra également les travaux sur d'autres dossiers financiers, tels que la réglementation en matière de transaction des valeurs mobilières, etc. (MiFID) et d'abus de marché (MAR). En outre, la présidence entend privilégier les négociations avec le Parlement européen concernant la réglementation du commerce des produits dérivés (EMIR). Par ailleurs, elle s'attachera de manière

générale à améliorer la protection des **consommateurs européens dans le secteur financier** et devrait chercher à faire avancer la prochaine proposition de la Commission concernant la gestion des crises dans le secteur financier.

Fiscalité

Dans le **domaine fiscal**, la présidence danoise s'attachera à garantir l'accomplissement de progrès importants en ce qui concerne l'adoption des modifications techniques de la directive en matière de fiscalité des revenus de l'épargne sous forme de paiement d'intérêts et l'adoption de modifications analogues des accords conclus avec les pays tiers concernés. L'objectif général est de garantir une imposition efficace des épargnes déposées dans d'autres pays de l'Union européenne ou en dehors de l'Union via l'échange d'informations. Par ailleurs, la présidence encouragera le traitement par le Conseil de la proposition de la Commission visant à établir une assiette commune pour l'impôt sur les sociétés, qui devrait réduire les coûts pris en charge par les entreprises opérant sur le marché intérieur. Enfin, la présidence danoise veillera tout particulièrement à garantir l'accomplissement de progrès importants dans les travaux liés à la proposition de la Commission visant à réviser la directive sur la taxation de l'énergie, laquelle devra refléter les objectifs de l'Union européenne en matière de climat et d'énergie. Finalement, la présidence œuvrera dans le

sens d'une révision de la directive intérêts-redevances.

Budget européen

Selon les progrès accomplis dans le cadre des travaux techniques, entre autres, le cadre financier pluriannuel pourra, durant la présidence danoise,

être inscrit à l'ordre du jour du Conseil ECOFIN, afin que les ministres des Finances et de l'Économie de l'Union européenne se penchent, eux aussi, sur les aspects importants de cette question à la lumière de ses conséquences pour les finances publiques des États membres.

Compétitivité

Le Conseil Compétitivité s'articule autour de trois volets d'activité : « marché intérieur », « industrie » et « recherche », et ce Conseil veille à ce qu'une approche intégrée soit mise en œuvre pour renforcer la compétitivité et la croissance en Europe. Dans cet esprit, la présidence donnera la priorité aux dossiers suivants :

- faire progresser les travaux destinés à concrétiser les initiatives phares de la stratégie Europe 2020 et réaliser ses objectifs. Les initiatives phares de cette stratégie visent à stimuler une croissance intelligente, durable et inclusive en Europe ;
- l'Acte pour le marché unique destiné à mobiliser tout son potentiel en faveur de l'économie et de la croissance au sein du marché intérieur ;
- lancement d'un véritable marché intérieur numérique ;
- mise en place du meilleur programme-cadre possible pour la

recherche et l'innovation « Horizon 2020 »

Marché intérieur

La relance du marché intérieur est un axe prioritaire de la stratégie Europe 2020. Un marché unique modernisé, plus fort et plus grand est nécessaire pour renforcer la compétitivité européenne. La présidence danoise s'est donnée pour priorité de promouvoir les 12 actions-clés présentées dans **l'Acte pour le marché unique** afin d'assurer les meilleures conditions-cadres possibles et une exploitation optimale.

À cette fin, la présidence poursuivra les efforts visant à créer un brevet unitaire pour l'UE et à mettre en place un **système européen de règlement des litiges**. L'objectif étant de renforcer les bases pour l'innovation et de promouvoir la compétitivité des entreprises européennes sur le plan mondial.

Un marché unique numérique facilitant les échanges transfrontaliers permettra d'accroître la productivité

et de créer des solutions plus compétitives au profit des entreprises, des consommateurs et des autorités publiques. La présidence danoise s'est donc donnée pour priorité de veiller à accélérer le processus de l'UE vers un véritable marché unique numérique. Le Conseil s'emploiera à supprimer les obstacles et à améliorer le commerce en ligne au sein de l'Union, notamment en améliorant l'accès des consommateurs aux **mécanismes alternatifs de règlement des litiges**, y compris **en ligne**.

La modernisation de la réglementation de l'UE en matière de marchés publics constitue un pas important pour renforcer la concurrence au sein de l'Union européenne. Dans le cadre des négociations, la priorité de la présidence sera de simplifier les directives de passation de marchés et d'accroître leur flexibilité, en tenant compte des petites et moyennes entreprises. Les négociations devraient également aborder la question de savoir comment les procédures de passation de marchés pourraient contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie Europe 2020 pour une croissance intelligente, durable et inclusive et l'innovation au sein de l'Union.

Le système européen de normalisation est par ailleurs un instrument important pour permettre à l'Union européenne de réglementer les biens et les services. La présidence s'emploiera à modifier les procédures du système de normalisation de sorte

qu'elles favorisent davantage l'innovation, la croissance et les échanges commerciaux au sein du marché intérieur. L'objectif étant de créer un nouveau cadre réglementaire et financier axé sur la transparence, le consensus et la qualité.

La présidence danoise s'est donnée pour priorité de renforcer le marché intérieur et améliorer les conditions-cadres des entreprises et de renforcer la transparence dans le domaine des sociétés par le biais d'une interconnexion des registres du commerce. Dans ce sens, le Conseil s'emploiera à moderniser et à réviser **les normes comptables européennes** et à réaliser l'objectif fixé dans la stratégie Europe 2020 relatif à une croissance responsable, notamment la responsabilité sociale des entreprises.

Stimuler la croissance et l'innovation nécessite un accès suffisant des entreprises au **capital-risque** au sein du marché intérieur. La proposition de la Commission sur l'accès des entreprises au capital-risque sera au cœur des dossiers de la présidence danoise afin de soutenir la croissance des petites et moyennes entreprises innovantes en Europe.

En outre, la présidence soutiendra la proposition visant à aligner le texte de neuf **directives « produits »** existantes sur le paquet législatif relatif aux produits adopté en 2008. La proposition a pour but d'assurer un cadre législatif relatif aux produits plus efficace et

plus cohérent pour permettre aux entreprises de respecter la législation et aux autorités de l'appliquer.

Dans le cadre d'une modernisation de la **réglementation européenne dans le domaine de marques de l'UE**, la présidence entamera les travaux du Conseil visant à améliorer et à renforcer le système de marques de l'UE. Dans ce contexte, la présidence poursuivra les travaux du Conseil en vue d'assurer une application plus efficace des droits de propriété intellectuelle en examinant la proposition de la Commission visant à réviser le règlement concernant le contrôle, par les autorités douanières, du respect des droits de propriété intellectuelle ainsi qu'à la proposition de règlement qui **confie à l'Office de l'harmonisation dans le marché intérieur** certaines tâches liées à la protection des droits de propriété intellectuelle.

La présidence assurera également le suivi de la proposition de directive de la Commission sur les œuvres orphelines.

La présidence danoise œuvrera en faveur d'une meilleure application des règles du marché intérieur, notamment en renforçant les outils destinés à améliorer la mise en œuvre, à un mécanisme de règlement des litiges simple et rapide et à la coopération administrative. Pour ce faire, il convient par exemple de renforcer **le système d'information du marché intérieur** afin de rendre le système

de **reconnaissance des qualifications professionnelles** plus efficace.

Industrie

Dans le cadre du semestre européen, le Conseil se penchera, durant la présidence danoise, sur l'examen annuel de la croissance de la Commission en vue d'apporter des contributions politiques au Sommet de printemps 2012.

En outre, dans le cadre des négociations sur le nouveau cadre financier pluriannuel de l'Union européenne, le Conseil mettra l'accent sur le programme de la Commission pour la **compétitivité des entreprises et PME (COSME)**. La présidence danoise estime que cela est important pour garantir aux petites et moyennes entreprises l'accès aux capitaux. Le programme est lié au futur programme-cadre pour la recherche et l'innovation. Il est important qu'il existe un lien entre la recherche et l'innovation et qu'il soit possible pour les entreprises de commercialiser des produits appuyant la transition de l'Union européenne vers une économie durable.

Recherche

Le dossier prioritaire du Conseil dans le domaine de la recherche sera de mener les négociations sur la proposition du futur programme-cadre de l'UE pour la recherche et l'innovation intitulé « **Horizon 2020** ». Les négociations seront étroitement liées aux négociations relatives au cadre financier pluriannuel. Le programme a pour

objectif de promouvoir la recherche et le développement technologique européens pour servir de moteur à la croissance. La présidence danoise entend faire progresser les travaux de sorte que le Conseil et le Parlement européen puissent mener les travaux sur la base d'une décision commune. La présidence mettra tout particulièrement l'accent sur le lien entre recherche, innovation et éducation et formation. Le principe d'excellence reste le principe fondateur qui sera renforcé en mettant en place plusieurs initiatives dont un Conseil européen de la recherche (CER) fort ainsi que des infrastructures de recherche européennes de classe mondiale. La présidence entend également œuvrer à introduire des éléments de simplification et de flexibilité dans le programme-cadre, préalable indispensable à une plus grande participation des entreprises.

Le Conseil devra également examiner une proposition de modification du règlement relatif à l'**Institut européen d'innovation et de technologie** (EIT) ainsi qu'une proposition d'un programme stratégique d'innovation (PSI) en vue de garantir les activités de l'EIT à l'avenir. Le Conseil s'emploiera à faire avancer les premières négociations sur le **programme-cadre Euratom** qui vise à financer la recherche nucléaire. Dans le domaine spatial, la communication de la Commission sur le programme européen de surveillance de la terre « **GMES** » sera examinée.

Transports, télécommunications et énergie

La formation du Conseil « Transports, télécommunications et énergie » est chargée des politiques jouant un rôle clé dans les efforts déployés pour garantir l'avenir de l'Europe. La présidence danoise entend promouvoir un transport efficace, novateur et écologique des personnes et des marchandises en Europe afin de leur garantir une grande mobilité et d'assurer la croissance de la société. L'accès des citoyens et des entreprises de l'Union européenne à un **marché unique numérique** doit être garanti afin de stimuler l'innovation, la mobilité et la compétitivité au sein de l'Union. Les efforts déployés par cette dernière dans le domaine de l'énergie sont décisifs pour garantir la sécurité de son approvisionnement en énergie et pour la réalisation de son objectif visant à lutter contre le changement climatique. Dès lors, la présidence accordera la priorité aux éléments suivants :

- de bonnes conditions-cadres pour un secteur des transports européen efficace, afin de garantir une grande mobilité et de contribuer ainsi à la croissance en Europe ;
- des conditions concurrentielles au niveau international pour la navigation maritime et les gens de mer en Europe ;
- un marché unique numérique, une réduction des tarifs et une plus

grande concurrence dans le domaine de la téléphonie mobile à l'étranger ;

- l'efficacité énergétique et un marché unique performant dans le domaine de l'énergie.

Transports

Une interaction efficace entre les modes de transport s'impose, notamment entre les voies maritimes, les ports et les terminaux ainsi que les modes de transport terrestres. Le **réseau transeuropéen de transport (TEN-T)** joue un rôle crucial dans les futures infrastructures de l'Europe. Dès lors, la présidence danoise accordera la priorité aux travaux du Conseil visant à réviser les orientations TEN-T ainsi qu'à la proposition apparentée sur le financement de l'infrastructure des transports. Dans le cadre du réseau TEN-T et des débats sur le budget européen, la présidence s'attachera aussi tout particulièrement à promouvoir des projets d'infrastructure des transports transfrontaliers au titre du **mécanisme pour l'interconnexion en Europe**.

En outre, le Conseil devra se pencher sur la proposition d'un **espace ferroviaire unique européen** et contribuer, via une fusion des directives faisant partie du 1er paquet ferroviaire et une simplification générale des règles, à une modernisation du secteur ferroviaire en Europe.

Le développement d'un système européen de navigation et de

positionnement par satellite (**projet Galileo**) pourra contribuer à améliorer la gestion et le contrôle de tous les types de transport. La présidence danoise poursuivra les travaux liés au projet Galileo en mettant l'accent sur une gestion sûre et rentable de ce dernier.

Les services de transport aérien sont décisifs pour la mobilité en Europe et les propositions du paquet aéroports ont pour ambition de réviser certaines parties de la politique actuelle de l'Union européenne dans le domaine des transports aériens. La présidence danoise entend privilégier les travaux liés aux propositions de règlement concernant respectivement les services de manutention au sol, l'attribution des créneaux horaires dans les aéroports et l'introduction de restrictions d'exploitation liées au bruit dans les aéroports de la Communauté. Elle œuvrera à la finalisation d'une série d'accords sur les services aériens entre l'Union européenne et des pays tiers. En outre, elle mettra l'accent sur l'utilisation de solutions intelligentes et rentables dans le domaine de la sécurité et s'attachera à faire reposer les règles relatives aux temps de vol et de repos des pilotes et du personnel de cabine sur des bases scientifiques.

L'utilisation de semi-remorques modulaires renforcera l'efficacité du transport terrestre des marchandises et contribuera dans le même temps à améliorer l'environnement et à réduire le trafic sur le réseau

routier, en ce sens que les véhicules de ce type peuvent remplacer trois camions traditionnels. Dès lors, la présidence danoise souhaite promouvoir la possibilité de faire circuler des **semi-remorques modulaires** (« eco-combies ») entre les pays de l'Union européenne.

Transport maritime

La présidence danoise s'emploiera à promouvoir les négociations concernant la proposition de la Commission visant à **réviser la réglementation européenne sur la formation des gens de mer** afin de garantir les compétences et la compétitivité des gens de mer européens et, par là même, la compétitivité des transports maritimes européens. Il est important que les nouvelles règles soient correctement mises en œuvre au sein de l'Union européenne afin d'assurer un niveau de qualification homogène et un cadre au sein duquel les gens de mer puissent concourir à armes égales.

La présidence entend également promouvoir un haut niveau de sécurité maritime en révisant le règlement instituant l'Agence européenne pour la sécurité maritime (AESM) et en accordant la priorité à la compétitivité internationale des transports maritimes européens.

Technologies de l'information et télécommunications

Le **marché unique numérique** constitue un fondement essentiel de l'initiative phare « Une stratégie

numérique pour l'Europe ». Aussi la présidence danoise accordera-t-elle de manière générale la priorité aux domaines appuyant le développement du marché unique numérique. Elle mettra avant tout l'accent sur la révision du **règlement actuel concernant l'itinérance**. Ce dernier garantit aux citoyens et aux entreprises de l'Union européenne **une réduction des tarifs de téléphonie mobile vers et depuis l'étranger** et encourage la croissance et l'innovation en renforçant la mobilité transfrontalière. Les tarifs d'itinérance sont rapprochés des tarifs nationaux, tant pour les communications que pour les messages textuels et les services de données, sans pour autant entraver l'innovation et la croissance dans le secteur européen des télécommunications.

Par ailleurs, la présidence danoise contribuera à assurer les objectifs européens pour la diffusion du haut débit partout en Europe. Dans le cadre des débats sur le budget européen pour 2014-2020 durant la présidence danoise, le soutien offert aux connexions à haut débit et aux services numériques au titre du **mécanisme pour l'interconnexion en Europe** fera également partie des thèmes importants abordés par le Conseil.

La priorité accordée au marché unique numérique devra être appuyée par des négociations concrètes au Conseil en ce qui concerne la révision de la **directive PSI** sur la réutilisation des informations du secteur public en

vue de promouvoir les possibilités d'innovation en matière de contenu numérique.

Enfin, **l'utilisation et la reconnaissance mutuelle des signatures électroniques au-delà des frontières** sont cruciales pour le développement du marché intérieur numérique. Aussi la présidence danoise œuvrera-t-elle à la révision de la **directive actuelle sur la signature électronique**.

Énergie

La proposition de directive relative à **l'efficacité énergétique** est une priorité clé pour la présidence danoise. La proposition prévoit des mesures d'économies d'énergie à toutes les étapes de la chaîne énergétique – depuis la transformation de l'énergie jusqu'à sa consommation finale. La présidence travaillera activement à obtenir des résultats tangibles en vue de réaliser l'objectif de 20 % d'économies d'énergie d'ici 2020 et de focaliser les efforts en matière d'efficacité énergétique au-delà de 2020.

La construction de réseaux électriques intelligents et efficaces est un préalable essentiel pour assurer une intégration et une utilisation rationnelles de volumes croissants d'énergie renouvelable, objectif prioritaire visé dans la stratégie Europe 2020. En conséquence, la présidence accordera une priorité à la proposition relative aux **infrastructures énergétiques dans l'UE**.

La nécessité d'un marché énergétique intérieur fonctionnant correctement et permettant de contribuer aux objectifs de la politique climatique de l'UE va pourtant au-delà de 2020. La présidence assurera dès lors le suivi de la **feuille de route sur l'énergie à l'horizon 2050** visant à transformer l'Union européenne en une économie à faible intensité de carbone à l'horizon 2050, à assurer un approvisionnement énergétique stable et à soutenir les emplois en Europe. S'appuyant sur la feuille de route sur l'énergie à l'horizon 2050 et la **communication relative à une stratégie pour les énergies renouvelables**, le cas échéant, la présidence s'efforcera de faire adopter des conclusions au sein du Conseil, qui fixeront les orientations permettant à l'UE de réaliser les visions à long terme et qui arrêteront d'éventuelles étapes importantes, notamment pour la modernisation des réseaux basés sur des énergies renouvelables. La feuille de route sur l'énergie à l'horizon 2050 étant étroitement liée à la **feuille de route vers une économie à faible intensité de carbone à l'horizon 2050**, il est crucial que les travaux de suivi de ces deux feuilles de route soient coordonnés.

Les relations avec les pays tiers dans le domaine de l'énergie sont d'une importance cruciale pour la réalisation des objectifs énergétiques de l'UE, et ce point figurera régulièrement à l'ordre du jour du Conseil. Sur le plan extérieur de l'UE en matière d'énergie, la présidence œuvrera en faveur de l'adoption de la proposition visant

à établir un mécanisme d'échange d'informations et d'un nouvel accord « Energy Star » avec les États Unis concernant les programmes d'étiquetage relatifs à l'efficacité énergétique des équipements de bureau. La présidence s'efforcera également d'assurer la coordination au sein de l'UE lui permettant de prendre des décisions dans les forums internationaux de l'énergie.

Enfin, un débat aura lieu au sein du Conseil concernant la proposition

relative à la **sécurité relative aux activités gazières et pétrolières en mer** et la contribution du secteur énergétique au **semestre européen** faisant état des progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés dans le cadre de la stratégie Europe 2020 en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables en vue du Conseil européen en mars 2012.

Justice et affaires intérieures

La sécurité et la protection des citoyens européens requièrent une action commune de la part des États membres : aucun État membre ne peut seul atteindre ce que tous les États peuvent accomplir ensemble. Il est indispensable que des objectifs clairs soient définis pour la coopération européenne dans les domaines de la justice et des affaires intérieures ; des objectifs pouvant donner naissance à des résultats concrets, afin de créer et d'entretenir une coopération européenne qui fonctionne en pratique. Ainsi, la présidence danoise veillera notamment à ce que les propositions de nouveaux actes législatifs et de nouvelles initiatives répondent à des besoins concrets et apportent une véritable valeur ajoutée par rapport à la réglementation actuelle.

La mise en œuvre du programme de travail quinquennal dans le domaine de la justice et des affaires intérieures (**programme de Stockholm pour la période 2010-14**) sera la principale priorité de la présidence danoise dans

ce domaine. Le programme devra être défini selon les défis auxquels l'Europe est actuellement confrontée. À cet égard, il sera notamment nécessaire de faire preuve de responsabilité économique et de garantir que la valeur ajoutée de nouvelles propositions est proportionnelle à leurs conséquences économiques.

Entre autres, la présidence danoise accordera la priorité aux dossiers suivants :

- un régime d'asile européen commun qui devra notamment garantir un traitement plus homogène des dossiers dans toute l'Union européenne ;
- un renforcement et une optimisation de l'efficacité du système Schengen ;
- un renforcement de la coopération entre les autorités répressives des États membres en ce qui concerne la prévention et la lutte contre le

terrorisme et le crime transfrontalier ;

- le « paquet victimes » qui pourra contribuer à garantir que les victimes reçoivent le soutien dont elles ont besoin.

Asile et immigration

Une **bonne gestion de la politique d'asile et d'immigration** est fondamentale tant pour les immigrants que pour les pays d'origine, les pays de transit et les pays hôtes ainsi que pour l'Union européenne en général. La présidence danoise veillera à ce que la mise en œuvre du programme de Stockholm contribue à la croissance économique, à l'inclusion sociale et à un renforcement de la sécurité et garantisse une protection à ceux et celles qui ont besoin d'obtenir l'asile. Parallèlement, il est indispensable de faire preuve d'une véritable solidarité pratique avec les États membres qui peinent à gérer l'afflux de demandeurs d'asile et d'immigrants illégaux.

Naturellement, la législation doit pouvoir être mise en œuvre en parfaite conformité avec les engagements juridiques et humanitaires internationaux. Cela requiert, entre autres, que les demandeurs d'asile se voient garantir des conditions de vie équitables durant le traitement de leur dossier. C'est pourquoi la présidence danoise cherchera à atteindre des résultats concrets en vue de la finalisation, avant fin 2012, du **régime d'asile européen commun**.

La présidence danoise poursuivra les travaux liés à une action ciblée et multicentrique relative à l'**immigration illégale**, axée sur le respect de la dignité humaine. À cet égard, une politique efficace en matière de retours est essentielle. Dans le cadre des travaux sur les propositions de modification du code frontières et du mécanisme d'évaluation Schengen, la présidence cherchera à renforcer et à optimiser l'efficacité du **système Schengen** et, par là, à garantir un contrôle sûr des frontières extérieures de l'Union européenne afin de préserver la libre circulation des personnes sur son territoire.

Une bonne gestion de la politique d'immigration est également cruciale pour le suivi de la **situation en Afrique du Nord**, qui présente tant des défis que des opportunités. La priorité sera donc accordée à cette situation, en vue de promouvoir le dialogue sur l'immigration, la mobilité et la sécurité avec les pays du sud du pourtour méditerranéen.

La présidence danoise s'attachera à **promouvoir** au sein de l'Union européenne **de bonnes conditions de travail pour les citoyens de pays tiers** et pour les immigrants qui décrochent un travail hautement qualifié sur le territoire de l'Union et qui répondent aux conditions de séjour. Il convient de garantir un assouplissement et une débureaucratization de l'accès offert aux immigrants.

Dans le domaine de l'intégration, la présidence danoise soutiendra la coopération, l'échange d'expériences et le développement de méthodes déjà en cours entre les États membres dans le but de définir des **politiques d'intégration inclusives**. Elle veillera à déterminer comment ces politiques pourraient concrètement contribuer aux valeurs démocratiques, à un renforcement de l'égalité des chances pour tous, à la force de cohésion sociale, à l'enrayement des sociétés parallèles et à la **prévention de l'extrémisme**.

En outre, l'accent sera mis sur la **dimension externe** des domaines concernés par la politique d'immigration et d'asile dans le cadre de l'approche globale de l'immigration. Il conviendra d'œuvrer à un renforcement de la coopération avec les pays tiers qui partagent des intérêts stratégiques avec l'Union européenne et avec les pays tiers d'où sont originaires les immigrants illégaux et les demandeurs d'asile ainsi qu'avec les pays qui servent de premiers pays d'asile et de transit.

De manière générale, la présidence danoise entend soutenir la **coopération pratique**, afin que les États membres puissent profiter mutuellement de leurs expériences et s'entraider solidairement à résoudre les défis actuels

Coopération policière et judiciaire

Le renforcement de la sécurité et de la protection de la population doit être un objectif permanent. Ces dernières

années, l'Union européenne s'est attachée à lutter contre le crime transfrontalier et le terrorisme. Il est crucial que cette action soit maintenue et développée.

Dès lors, la présidence danoise entend poursuivre les travaux ciblés et intenses sur la proposition d'une **décision d'enquête européenne**, susceptible d'influer largement sur la possibilité des États membres de lutter contre le crime transfrontalier. La présidence veillera à ce que le nouveau système soit souple, efficace et applicable.

Le terrorisme demeurant l'une des menaces les plus graves contre l'Europe, il est essentiel de maintenir et, dans la mesure du nécessaire, de renforcer l'action commune dans ce domaine. À cet égard, un système européen commun pour l'**échange des informations sur les passagers** est essentiel. Dans un monde toujours plus globalisé, où la mobilité des criminels ne cesse de s'accroître, il est indispensable pour les forces de police de pouvoir utiliser les informations sur les passagers dans leurs efforts pour prévenir le terrorisme et autre criminalité grave et mener des enquêtes à cet égard. Un système européen de données de dossiers passagers (PNR) est donc indispensable. En tenant compte de la protection des données et du respect de la vie privée, ce système devra être intégré aux efforts déployés par les autorités répressives pour prévenir et lutter contre le terrorisme et autre criminalité grave.

La présidence danoise renforcera l'accent sur la nécessité d'une coopération en matière de **prévention du terrorisme**. À cet égard, elle entend notamment accroître la coopération relative au développement de mécanismes pouvant aider à comprendre les causes du terrorisme, y compris les causes de la radicalisation des jeunes.

La sécurité et les garanties légales vont de pair. Aussi la présidence danoise s'attachera-t-elle à garantir la réalisation de progrès dans les travaux liés à la feuille de route du Conseil visant à renforcer **les droits processuels des suspects et des accusés** en matière pénale. De même, la présidence veillera à ce que les **victimes d'actes délictueux** soient assurées de recevoir le soutien dont elles ont besoin.

Enfin, la présidence danoise poursuivra les travaux visant à garantir aux citoyens européens la possibilité d'exercer et de faire respecter intégralement leurs droits. À cet égard, on remarquera avant tout la révision actuelle du **règlement dit « Bruxelles I »**, qui contribuera à supprimer les derniers obstacles à la libre circulation des décisions de justice.

Protection civile

Les catastrophes naturelles ou d'origine humaine, telles que les incendies de forêt, les inondations ainsi que les attentats terroristes, ont une incidence croissante sur la sécurité et la sûreté des citoyens et imposent un

renforcement de l'action de l'Union européenne dans leur **prévention et gestion des catastrophes**. La présidence danoise œuvrera à un renforcement ciblé dans ce domaine.

Via sa **capacité de réaction en cas de catastrophe**, l'Union européenne doit, de manière solidaire, aider les États membres et autres pays frappés par des catastrophes. Aussi la présidence danoise œuvrera-t-elle, entre autres, au renforcement d'une **récolte systématique des expériences** dans le cadre des actions menées en cas de catastrophe.

La présidence danoise entend garantir la poursuite des travaux liés à la **protection des infrastructures critiques européennes** et assurer le suivi des recommandations formulées dans le **programme d'action de l'Union européenne pour les risques chimiques, biologiques, radiologiques et nucléaires (CBRN)**.

Agriculture et pêche

Les activités du Conseil Agriculture et pêche couvrent les denrées alimentaires, l'agriculture et la pêche qui s'appliquent à tous les maillons de la chaîne alimentaire « de la ferme à la table ». Dans le cadre de la présidence danoise, les travaux du Conseil Agriculture et pêche seront axés sur :

- la réforme de la politique agricole commune (PAC) ;
- la réforme de la politique commune de la pêche (PCP) ;
- l'amélioration de la sécurité alimentaire et du bien-être des animaux.

L'avenir de la politique agricole

Pendant la présidence danoise, le Conseil poursuivra les travaux sur la réforme de la politique agricole commune. La priorité première de la présidence sera de faire progresser au maximum les négociations qui seront étroitement liées aux négociations sur le cadre financier pluriannuel pour la période de l'après-2013. Par

conséquent, les négociations ne pourront être clôturées que dans le cadre de l'accord final.

Un marché intérieur fort et efficace dans les domaines agricole et alimentaire est un préalable indispensable à des conditions équitables au sein de la production agricole. Un objectif commun des travaux de réforme sera d'axer davantage la politique agricole commune sur les moyens de relever de nouveaux défis et la fourniture de biens publics, tels que dans le domaine de l'environnement, de la nature et du climat. La politique agricole commune recèle un potentiel pour répondre aux nombreux défis et examiner de nouvelles possibilités de revenu et pour assurer un développement durable : comment établir un système de gestion de l'eau efficace, gestion de la biodiversité, sécurité alimentaire, réponse au changement climatique, questions environnementales, offres d'énergie verte, produits bio et promotion du bien-être des animaux. La stratégie Europe 2020 permet une réflexion

progressiste destinée à garantir la compétitivité globale dans l'ensemble du secteur agricole et alimentaire. Les objectifs fixés dans la stratégie Europe 2020 s'inscriront dans les négociations relatives à la future politique agricole commune, en mettant particulièrement l'accent sur la nature, l'environnement et les objectifs climatiques ainsi que sur la transition verte du secteur en général. Une augmentation des fonds consacrés à la recherche, au développement et à l'innovation (« Horizon 2020 ») dans le cadre du budget de l'UE devra également soutenir les secteurs agricole et alimentaire et contribuer à la réalisation des objectifs fixés dans la stratégie Europe 2020.

La **simplification des règles** sera un autre axe prioritaire dans le cadre de la réforme de la politique agricole commune. Cette simplification devra introduire des règles plus simples et plus souples en limitant au maximum les charges administratives.

L'avenir de la politique de la pêche

Dans le cadre de la présidence danoise, le Conseil poursuivra les travaux sur la réforme de la politique commune de la pêche. La politique de la pêche, à l'instar d'autres politiques sectorielles qui exploitent les ressources aquatiques, doit s'inscrire dans un cadre global pour la gestion des ressources naturelles. La politique de la pêche doit être fondée sur une approche écosystémique et intégrer des objectifs environnementaux liés au domaine de la pêche. La nouvelle

politique commune de la pêche doit pouvoir répondre aux nouveaux défis et exigences imposées notamment par les consommateurs. Faire de la pêche une activité économique rentable à l'avenir nécessite une **exploitation durable des ressources halieutiques**.

Dans cette optique, une priorité sera accordée à la suppression des rejets de poissons en mer combinée avec la mise en place d'un système et des outils de captures plus sélectifs. Un système de gestion par les quotas de captures prévoyant une pêche complètement documentée doit, à cet effet, être intégré à la réforme.

La réforme devra, en outre, aborder les éléments suivants :

- **simplification des règles** applicables à la politique commune de la pêche ;
- questions relatives à l'équilibre entre la taille de la flotte (capacité de pêche) et les possibilités de pêche ;
- tenir compte des aspects régionaux dans un contexte d'efficacité par rapport aux coûts ;
- adapter l'organisation du marché commun des produits de la pêche à l'évolution internationale
- veiller à ce qu'un nouvel instrument financier dans le domaine de la pêche favorise la réalisation des objectifs d'une politique commune

réformée de la pêche, en appliquant les principes de durabilité et de conservation des stocks halieutiques et en promouvant l'innovation du secteur de la pêche ;

- développer une approche cohérente de l'aquaculture.

Il convient d'inclure dans cette réforme de la PCP des principes concernant la politique extérieure de la pêche. Les accords de partenariat dans le secteur de la pêche devront reposer sur des avis scientifiques fiables des stocks halieutiques concernés et favoriser un meilleur contrôle. Ces accords de partenariat devront en outre comprendre des dispositions sur le respect des droits de l'homme et les principes de démocratie, et les travaux au sein des organisations régionales de gestion des stocks halieutiques devront être renforcés.

Enfin, une série de règlements devront être adaptés au cours de la présidence danoise, reflétant les modifications induites par le traité de Lisbonne.

Une sécurité alimentaire renforcée

L'Union européenne joue un rôle de premier plan dans la **sécurité alimentaire** mondiale, mais il est encore nécessaire de moderniser la législation. Les consommateurs européens doivent pouvoir avoir confiance que les denrées alimentaires vendues sur le marché sont sûres, saines, d'un niveau élevé de qualité et produites en respectant le bien-être des animaux.

Améliorer le niveau de la sécurité alimentaire au sein de l'UE par le biais d'une harmonisation des normes sera au cœur des priorités de la présidence danoise, et ce afin de protéger les consommateurs européens et de renforcer les exportations de l'UE, d'une part, et afin de garantir la sécurité des denrées alimentaires importées, d'autre part. Dans ce contexte, le Conseil poursuivra les débats sur la proposition de la Commission d'une révision des règles en matière de **denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière et la proposition prévue relative aux nouveaux aliments**.

Dans le domaine de la qualité des produits alimentaires, la présidence travaillera en étroite collaboration avec les institutions afin de conclure l'examen relatif au **paquet qualité** qui met en place une politique de qualité sur les systèmes de qualité et les normes de commercialisation applicables aux produits agricoles.

S'appuyant sur le **rapport** de la Commission **sur le règlement relatif à la production biologique**, la présidence accordera la priorité au domaine biologique. La présidence prévoit d'accueillir un débat sur le fonctionnement des règles existantes en matière de production biologique. Dans ce contexte, la présidence invitera à un débat sur les points de vue des États membres concernant les éléments contenus dans une nouvelle proposition d'acte législatif nécessaires

au bon fonctionnement du marché intérieur des produits biologiques et à une confiance des consommateurs à l'égard des produits biologiques. Ces travaux se feront dans le cadre de la révision des règles prévue par la Commission.

En Europe et à l'échelle internationale, la consommation d'antibiotiques augmente tant chez l'homme que chez l'animal. Cette consommation est directement liée à **l'augmentation de la résistance aux antibiotiques**, résistance qui rend le traitement d'infections d'origine bactérienne plus difficile. La présidence danoise s'emploiera à inscrire la question de

la gestion de la résistance aux antibiotiques à l'ordre du jour.

La présidence danoise agira également en faveur d'une modernisation de l'inspection des viandes et de la réglementation européenne en la matière.

Le bien-être des animaux sera également un domaine prioritaire pendant la présidence danoise. Le Conseil devrait examiner la communication de la Commission sur une nouvelle stratégie européenne pour la protection et le bien-être des animaux ainsi que le rapport sur le règlement relatif à la protection des animaux pendant le transport.

Emploi, politique sociale, santé et protection des consommateurs

Au cours des prochaines années, la plupart des pays européens devront faire face au départ à la retraite d'un nombre croissant de citoyens parallèlement à un prolongement de l'espérance de vie. Cela ne manquera pas d'accroître la pression exercée sur les pensions ainsi que sur les secteurs de la santé et des soins. De plus, une part réduite de la population active devra subvenir aux besoins d'un plus grand nombre de personnes âgées retraitées. Parallèlement, l'Europe vit en ce moment une crise économique à l'origine d'un haut taux de chômage, surtout chez les jeunes. Ainsi, des innovations s'imposent dans le cadre de la coopération européenne dans le domaine social et dans celui de l'emploi. L'Union européenne joue également un rôle important dans la lutte contre les menaces transfrontalières pour la santé, l'échange de pratiques d'excellence en matière de recherche et le traitement des maladies et des questions ayant trait à la libre circulation des marchandises, des prestations de santé et du personnel du secteur sanitaire. Dès lors, la présidence

danoise accordera la priorité aux éléments suivants :

- la santé comme vecteur de croissance et de bien-être en Europe ;
- une politique de l'emploi permettant de relever les défis actuels (notamment le chômage des jeunes) et les défis à plus long terme liés au renforcement de l'offre de main d'œuvre ;
- une politique sociale qui garantit l'égalité des chances pour tous.

Politique de l'emploi et politique sociale

La présidence danoise entend inviter à un débat sur les solutions envisageables aux problèmes d'ordre démographique, telles que les possibilités de renforcement de l'offre de main d'œuvre via l'intégration d'un plus grand nombre de jeunes et de femmes au marché du travail, l'évolution des tendances familiales, une meilleure conciliation de la vie professionnelle et de la vie privée, la formation tout au

long de la vie, la lutte contre la transmission intergénérationnelle négative ainsi qu'un plus haut taux d'emploi des personnes présentant une capacité professionnelle limitée. L'accent sera également mis sur un relèvement de l'âge moyen de départ à la retraite. À cet égard, il est crucial que les réformes actuelles et futures des systèmes de retraite des États membres aillent de pair avec un renforcement des éléments positifs incitant à rester plus longtemps sur le marché du travail, tels qu'une amélioration du cadre de travail.

Ainsi, 2012 sera l'**Année européenne du vieillissement actif et de la solidarité intergénérationnelle**. En cours d'année, une série d'initiatives seront organisées pour promouvoir la contribution des personnes âgées à la société, notamment via leur participation active au marché du travail. L'accent portera sur la mise à contribution des connaissances et de l'expertise de ces personnes, par exemple, via la mise en place de conditions de travail flexibles, le développement de leurs compétences et la promotion de la santé... au profit tant des personnes âgées que de la société en général.

Après l'Année européenne du bénévolat en 2011, le Conseil devra continuer d'envisager la manière dont les bénévoles peuvent profiter au secteur des personnes âgées et comment ces dernières peuvent contribuer davantage au bénévolat. À cet égard, les **technologies sociales modernes d'aide aux personnes** recèlent d'importantes

possibilités. Durant la présidence danoise, le Conseil se penchera sur la façon dont ces technologies peuvent alléger le travail dans le secteur des soins et, avant tout, sur la manière dont les personnes âgées peuvent préserver leur santé de sorte à pouvoir rester actives plus longtemps.

De même, la présidence danoise entend contribuer activement à la mise en œuvre de la stratégie européenne pour les personnes souffrant d'un **handicap**. Le Conseil devra envisager comment les ressources de ce vaste groupe de population pourraient être mises davantage à profit, notamment via un plus grand recours au matériel d'aide moderne.

Dans le cadre de la stratégie Europe 2020, le Conseil devra se pencher sur les **politiques de l'emploi** des États membres. Face à la perspective de poursuite de la crise économique et des faibles taux de croissance, la présidence danoise envisagera la manière dont il conviendrait d'aborder les défis actuels liés au haut **taux de chômage des jeunes** et au **chômage de longue durée** en Europe.

Le suivi de l'initiative phare de la Commission « Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois » sera également intégré aux débats, afin d'insister sur la définition de politiques visant à améliorer les compétences de la main d'œuvre et à renforcer la mobilité sur le marché du travail.

La crise ne doit cependant pas masquer la nécessité de mener des réformes sur le long terme. Le livre blanc sur les pensions servira de base à un débat au sein du Conseil sur certains des défis découlant spécifiquement de l'évolution démographique actuelle, qui va dans le sens d'une hausse du nombre de personnes âgées et d'une réduction de la population en âge de travailler.

Un environnement de travail de qualité et la prévention des accidents de travail sont autant d'éléments importants pour le maintien des travailleurs sur le marché du travail. Une conférence organisée durant la présidence danoise contribuera aux travaux liés au suivi de la stratégie de la santé et de la sécurité au travail pour la période 2007-2012. Le Conseil poursuivra les travaux liés à une révision de la directive sur les champs électromagnétiques dans les lieux de travail et envisagera la proposition de la Commission concernant une nouvelle directive globale sur les troubles musculo-squelettiques d'origine professionnelle.

La **dimension sociale du marché unique** doit être renforcée pour préserver la confiance des citoyens vis-à-vis de ce dernier, et notamment des règles relatives à la libre circulation des services et des personnes. Dans ces conditions, le marché unique européen sera porteur de croissance et permettra de renforcer l'offre de main d'œuvre. Il est donc important que les

conditions de travail fondamentales dans les pays hôtes soient observées et que les modèles de marché du travail de ces pays soient respectés. Ainsi, le Conseil devra, durant la présidence danoise, se pencher sur la proposition visant à renforcer l'application de la directive sur le détachement des travailleurs et sur la proposition de règlement visant à préciser qu'après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, les droits des travailleurs et ceux des entreprises en matière de libre circulation ont le même statut.

Le programme « Progress » est un programme européen dont l'objectif est de soutenir le développement et l'échange des connaissances, des analyses et des statistiques entre les États membres. Ce programme a jeté les bases d'une série de projets et d'initiatives pertinents et intéressants dans le domaine social au sens large. Sur la base des résultats du programme et de la stratégie Europe 2020, la présidence danoise entend promouvoir les travaux du Conseil liés à l'adoption d'un suivi en la matière.

La **plate-forme d'action de Pékin** (BPfA) des Nations unies définit les orientations générales pour l'action mondiale en faveur de l'égalité des chances. Le Conseil poursuivra son travail de suivi concernant le BPfA et la présidence danoise œuvrera activement à l'accomplissement de progrès supplémentaires, notamment en ce qui concerne les indicateurs liés aux *femmes et à l'environnement*.

Face à la concurrence mondiale, nous devons mettre tous les talents à contribution. À cette fin, il est indispensable, entre autres, de garantir que le choix d'une formation repose sur les intérêts et les compétences personnels de chacun. C'est pourquoi la présidence danoise mettra l'accent sur la **ségrégation hommes-femmes en ce qui concerne le choix des formations**.

Politique de santé

Dans le cadre d'un programme global d'innovation intitulé « **Smart Health – Better Lives** » (santé intelligente pour une vie meilleure), la présidence danoise travaillera à renforcer l'innovation et accroître le recours aux technologies liées à la santé et aux services sociaux. Les axes prioritaires sont : comment assurer des traitements plus efficaces aux patients en Europe, comment promouvoir une meilleure utilisation des ressources et des conditions de travail, et comment créer de bonnes conditions d'innovation pour les secteurs des soins de santé et des services sociaux publics et privés en Europe. Des cadres propices à l'innovation bénéficieront aux patients et citoyens européens, permettront d'améliorer l'utilisation des ressources en matière des soins de santé et stimuleront la croissance au sein de l'Union européenne.

La présidence danoise œuvrera en faveur d'une législation équilibrée, susceptible d'améliorer la sécurité des patients et d'établir les conditions nécessaires au développement de

produits. Un débat aura lieu au sein du Conseil sur une révision des directives relatives aux dispositifs médicaux. Dans ce contexte, la présidence danoise s'emploiera à assurer que la future réglementation applicable aux dispositifs médicaux permette de tenir compte à la fois des possibilités de développement et de la sécurité des patients.

La présidence danoise examinera également la proposition en ce qui concerne la diffusion auprès du public d'informations relatives aux médicaments soumis à prescription médicale (information sur les médicaments aux patients) destinée à créer un accès plus uniforme et égal des patients dans les États membres à l'information sur les médicaments.

Les maladies et les bactéries résistantes ne connaissant pas de frontières, la prévalence de la résistance aux antibiotiques gagnant du terrain en raison d'une consommation plus importante d'antibiotiques, tant chez l'homme que chez l'animal, constitue un défi dans toute l'Europe. La présidence danoise veillera à promouvoir une **utilisation plus rationnelle des antibiotiques** et à renforcer et améliorer la surveillance de la consommation d'antibiotiques au sein de l'UE, y compris les possibilités d'une surveillance communautaire de la consommation d'antibiotiques et de la résistance à celles-ci. La présidence danoise assurera également le suivi de la communication présentée par la Commission sur la résistance aux antibiotiques.

Le vieillissement de la population, les Européens vivant de plus en plus longtemps et souffrant souvent aussi d'une ou plusieurs **maladies chroniques**, constituera l'un des défis majeurs dans le domaine de la santé. Les maladies chroniques telles que le diabète, les maladies osseuses, les cardiopathies

et les affections respiratoires représentent un sérieux défi pour les systèmes de soins de santé à travers l'Europe. La présidence danoise a donc décidé de mettre l'accent sur les maladies chroniques et en particulier sur le diabète.

Environnement

La société internationale est actuellement confrontée à une série de défis de taille dans les domaines de l'environnement et des ressources. Les secteurs de l'environnement et du climat requièrent, tous deux, des actions transfrontalières en vue de garantir un avenir durable. Aussi la présidence danoise mettra-t-elle l'accent sur les éléments suivants :

- une économie efficace en termes d'environnement et de ressources ;
- l'interaction entre la santé et l'environnement ;
- une action ambitieuse pour le climat.

Économie efficace en termes d'environnement et de ressources

Durant la présidence danoise, le Conseil et le Parlement européen devront s'employer à définir le cadre d'un **septième programme d'action communautaire pour l'environnement**.

La présidence s'attachera à définir un programme d'action ciblé, dont l'ambition générale sera de formuler et de regrouper les stratégies opérationnelles décisives en vue de transformer l'Union européenne en une économie verte et efficace dans l'utilisation des ressources. Cet objectif s'inscrira dans un cadre socio-économique durable pouvant contribuer à la réalisation de la **société à croissance verte** au titre de la stratégie 2020 et pouvant servir d'exemple pour l'action internationale visant à garantir le capital naturel mondial. Le thème de l'économie verte occupera une place importante à l'ordre du jour du Sommet de Rio +20.

Une croissance verte requiert des **formes de production efficaces en termes d'environnement et de ressources** ainsi que des **modes viables de consommation**. La présidence danoise accordera la priorité aux travaux visant à garantir **une Europe efficace dans l'utilisation des ressources** et entend, suite au plan d'action de

l'Union européenne en faveur des écotechnologies (PAET), œuvrer au maintien renforcé de l'action au profit de ces dernières sur le territoire de l'Union.

À l'avenir, l'accent devra être mis sur les écotechnologies qui contribuent à limiter la consommation des ressources naturelles, préservent la biodiversité et réduisent la pollution nocive pour la santé. Parallèlement, les consommateurs européens devront avoir à leur disposition les outils nécessaires pour opérer des choix durables, notamment via les exigences environnementales auxquelles doivent répondre les produits. Une stratégie de croissance verte et efficace dans l'utilisation des ressources requiert en outre la mise en œuvre de politiques axées sur une optimisation continue de l'exploitation des quantités de ressources qui sont massivement gaspillées dans la production croissante de déchets. À cet égard, le Conseil devra clôturer la révision de la législation sur les **déchets des produits électriques et électroniques et entreprendre l'élaboration d'un règlement sur le démantèlement des navires.**

La présidence danoise entend promouvoir les travaux liés à la stratégie communautaire sur la biodiversité jusqu'en 2020 et garantir notamment qu'il existe un lien entre les objectifs, les moyens d'action et le financement suite aux accords conclus lors de la conférence des parties à la convention

sur la diversité biologique à Nagoya et que les politiques sectorielles européennes contribuent aux travaux liés à la protection des ressources naturelles et hydrauliques. Outre les travaux liés à la stratégie communautaire sur la biodiversité, la présidence danoise accordera la priorité aux travaux liés à la ratification et à la mise en œuvre par l'Union européenne du **protocole de Nagoya** (« protocole APA »). Par ailleurs, la présidence poursuivra les travaux de révision de la législation sur les **substances dangereuses dans les eaux de surface** dans le prolongement de la **directive-cadre sur l'eau** et s'efforcera de clôturer les négociations sur la révision de la directive sur la **dissémination volontaire d'organismes génétiquement modifiés.**

À l'échelon international, la présidence danoise privilégiera les travaux de préparation de la 11e conférence des parties à la **convention sur la diversité biologique**, qui aura lieu à l'automne 2012, et assumera la présidence lors de la conférence des parties à la **convention de Ramsar** et de plusieurs autres rencontres liées à diverses conventions relatives à la mer et à la nature.

Santé et environnement

Les nouvelles connaissances scientifiques sur les effets combinés des produits chimiques doivent être converties au plus vite en politiques de prévention communes concrètes. Aussi la présidence danoise s'attachera-t-elle avant

tout à ce que l'efficacité des **politiques européennes en matière de produits chimiques** soit revue et améliorée.

Dans le cadre de la prochaine révision de la législation européenne sur les produits chimiques (REACH), de nouveaux aspects, tels que les effets combinés et les nanomatériaux, devront être évalués plus avant et des mesures devront être envisagées.

Il est nécessaire de poursuivre de manière ambitieuse l'action commune face à la **pollution atmosphérique**, y compris à la pollution par les particules, provenant du secteur des transports, afin que cette action aille de pair avec les objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

Concrètement, la présidence entend négocier la révision de la directive sur **la teneur en soufre des combustibles marins**. Durant la présidence danoise, le Conseil devra clôturer les travaux liés à la modification de la réglementation sur **le commerce des produits chimiques dangereux** (règlement PIC). En outre, la présidence danoise poursuivra les travaux liés aux directives sur la **prévention des accidents impliquant des substances dangereuses** (Seveso III). Les stratégies pour l'environnement et la santé devraient constituer un pilier autonome du **septième programme d'action communautaire pour l'environnement**.

À l'échelon mondial, la présidence danoise entend faire avancer au maximum les négociations visant à établir

une **réglementation internationale relative au mercure**. De même, la priorité sera accordée à la **révision du protocole de Göteborg visant à limiter une série de substances polluantes**.

Action ambitieuse pour le climat

Le Conseil devra assurer le suivi des résultats des **négociations internationales sur le climat** et préparer les négociations internationales suivantes sur le climat tant dans le cadre de la CCNUCC que d'autres forums. Dans ce contexte, il devra notamment assurer le suivi des résultats concrets de la COP17, en particulier en ce qui concerne le processus lié à l'adoption d'une période d'engagement à long terme applicable à l'ensemble des pays soumis à des objectifs juridiquement contraignants de réduction, le renforcement du niveau d'ambition global de l'effort de réduction à court terme, le financement du climat ainsi que le renforcement de la coopération de l'UE avec les alliés pays en développement. Le Conseil devra également formuler sa position sur des sujets liés au climat et à l'énergie lors de la **conférence de Rio +20**. L'exploitation durable des ressources énergétiques, y compris l'optimisation de l'efficacité de leur utilisation et la promotion des sources d'énergies renouvelables, sera au cœur de la contribution de l'Union européenne en matière d'économie verte.

La présidence danoise cherchera à garantir une **politique climatique ambitieuse** et renforcée **au sein de**

l'Union européenne. À cet égard, elle entend notamment entamer des débats sur la définition éventuelle de jalons pour l'action climatique pour l'après 2020 (par exemple, pour 2030 et 2040) afin de contribuer à l'objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre à hauteur de 80-95 % en 2050, notamment en vue de renforcer la compétitivité de l'Union européenne sur le marché mondial de la croissance verte. Ainsi, la présidence accordera la priorité aux travaux liés à une feuille de route vers une économie compétitive à faible intensité de carbone à l'horizon 2050. Ces travaux et ceux liés à la vision pour 2050 d'une transition vers **une société à faible intensité de carbone** devront être envisagés en relation étroite avec les **visions de l'Union européenne à l'horizon 2050 pour le secteur de l'énergie, ses objectifs en termes d'optimisation de l'efficacité énergétique et ses visions à l'horizon 2050 pour le secteur des transports.**

À court terme, le Conseil devra également garantir l'accomplissement de progrès dans les négociations d'un règlement relatif à un **mécanisme de surveillance**, qui devra notamment garantir que l'Union européenne satisfait aux nouvelles exigences des Nations unies à compter de 2013.

Par ailleurs, le Conseil devra avancer au maximum dans les négociations sur la proposition de la Commission concernant les règles d'inclusion des **activités LULUCF** (inclusion, dans le

bilan global des gaz à effet de serre, des émissions et du stockage de CO₂ liés à la foresterie et à l'utilisation des terres) dans l'objectif de réduction de 20 % que s'est fixé l'Union européenne.

La présidence danoise accordera la priorité aux initiatives relatives aux **critères de durabilité pour les biocarburants**. Concrètement, le Conseil devra, durant la présidence danoise, traiter les propositions législatives éventuelles portant sur les effets du changement indirect d'affectation des sols (ILUC) dans le cadre de la production de biocarburants.

En outre, le Conseil devra se pencher sur la proposition de la Commission visant à intégrer le changement climatique dans de grandes parties du budget européen pour la période 2014-2020, y compris poursuivre les négociations sur le règlement LIFE + en vue de la création d'un nouveau cadre de sous-programmes pour l'action en faveur de l'environnement et du climat.

Enfin, le Conseil devra fournir une contribution environnementale et climatique au **semestre européen** concernant les progrès accomplis par rapport aux objectifs de la stratégie Europe 2020.

Éducation, jeunesse, culture et sport

Le Conseil Éducation, jeunesse, culture et sport réunit les ministres de l'éducation, de la jeunesse, de la culture, du domaine audiovisuel et du sport. Le Conseil a, en premier lieu, pour mission de compléter et soutenir l'action des États membres notamment pour contribuer au développement d'une éducation de qualité et favoriser la mobilité des étudiants et des enseignants, sauvegarder l'héritage culturel commun, stimuler le développement dans le secteur de l'audiovisuel et du sport. La coopération s'opère principalement par le biais d'échanges d'information et d'expériences sur les questions d'intérêt commun. Dans le cadre de cette formation du Conseil, le programme de la présidence s'articule autour des domaines prioritaires suivants :

- initiative de la Commission pour la nouvelle génération de programmes de soutien de l'UE dans le domaine de l'éducation et de la formation, de la jeunesse, de la culture, des médias et du sport ;

- amélioration de la formation professionnelle initiale et continue en vue de faciliter l'insertion des citoyens sur le marché du travail ;
- suivi du plan de travail du Conseil en faveur de la culture pour la période 2011-2014, notamment la promotion des relations culturelles avec les pays tiers.

Éducation

L'adoption du cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation d'ici 2020, la stratégie Europe 2020 ainsi qu'un processus de Copenhague mis à jour posent les jalons de la coopération à venir en matière d'éducation et de formation. La présidence poursuivra ces travaux et accordera une attention particulière à favoriser la mobilité des étudiants pour des motifs d'éducation. La présidence s'emploiera également à assurer un meilleur lien entre le système éducatif et le marché du travail en mettant l'accent notamment sur la flexibilité.

Au cours de la présidence danoise, le Conseil devra examiner un sujet important à l'ordre du jour, à savoir un **nouveau programme de soutien de l'UE dans le domaine de l'éducation et de la formation et de la jeunesse**. Les négociations s'inscriront dans le cadre du nouveau cadre financier pluriannuel post-2013 de l'UE et seront également adaptées à la stratégie Europe 2020. Les axes prioritaires du programme de l'UE en matière d'éducation et de formation sont la mobilité des étudiants, des élèves et des enseignants, la coopération entre les établissements d'enseignement et de formation sur des projets européens, la formation et les partenariats et une coopération renforcée entre les établissements d'enseignement et les entreprises.

Au cours de la présidence danoise, l'Union européenne doit adopter le premier rapport d'avancement de la mise en œuvre du cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation d'ici 2020. Parallèlement, l'Union européenne doit fixer de nouvelles priorités du deuxième cycle de travail (2012-2014). À cet égard, il convient d'axer les efforts sur la cohérence entre le cadre stratégique pour la coopération européenne dans le domaine de l'éducation et de la formation et la stratégie Europe 2020.

La présidence danoise s'est donnée pour priorité d'assurer le lien entre **l'éducation et la formation et l'emploi**. La présidence œuvrera en faveur de la

mise en place d'un critère de référence pour l'employabilité, ainsi que d'une recommandation sur la reconnaissance des apprentissages et expériences antérieurs. L'objectif de ces deux initiatives étant de soutenir le lien entre le système éducatif et le marché du travail et de promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie et la flexibilité du système éducatif. La présidence prévoit également de contribuer au **processus de Copenhague** visant à favoriser la confiance mutuelle et la mobilité que ce soit à l'école ou sur le lieu de travail en améliorant la qualité et la transparence de la formation professionnelle en Europe.

L'axe prioritaire de l'initiative phare « Une stratégie pour des compétences nouvelles et des emplois » est **l'entrepreneuriat dans la formation**. La présidence danoise poursuivra le travail entamé en soutenant les efforts déployés aux niveaux européen et national en vue favoriser la créativité et l'esprit d'entreprise à tous les niveaux d'enseignement.

Jeunesse

Au cours de la présidence danoise, le Conseil devra notamment s'attaquer à promouvoir la participation des jeunes à la vie publique. Une priorité particulière sera d'encourager l'esprit d'initiative, d'innovation et de créativité des jeunes afin de promouvoir la citoyenneté active des jeunes et leur insertion professionnelle. Cet aspect est surtout important compte tenu de l'importance d'accroître les

perspectives d'emploi des jeunes dans la situation actuelle caractérisée par un taux de chômage élevé parmi les jeunes en Europe. Pendant la présidence danoise, le Conseil examinera un nouveau programme européen en matière d'éducation et de jeunesse, et ce dans le cadre du prochain cadre financier pluriannuel de l'UE et de la stratégie Europe 2020.

Culture

Le secteur culturel européen est confronté à des conditions, possibilités et défis communs. La présidence souhaite poursuivre la coopération en cours sur les objectifs stratégiques communs visés dans l'agenda européen de la culture, en particulier la promotion de la diversité culturelle et de la culture en tant que catalyseur de la créativité. À cet égard, la présidence poursuivra les travaux destinés à renforcer davantage le rôle et le potentiel culturel de l'Europe, aussi dans le cadre d'autres domaines politiques.

Le plan de travail 2011-2014 en faveur de la culture servira de cadre aux travaux du Conseil pendant la présidence danoise. Ses efforts seront en particulier axés sur la culture dans les relations extérieures de l'Union européenne. Dans ce contexte, la présidence s'est fixée comme objectif de favoriser la ratification et le suivi de la Convention de l'UNESCO sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles.

Le programme communautaire Culture joue un rôle particulièrement important pour la coopération culturelle en Europe, y compris pour la promotion de projets culturels transfrontaliers dotés d'une dimension européenne. Ce programme soutient des actions de coopération conçues pour sensibiliser les citoyens européens à la richesse de la diversité culturelle en Europe. Au cours de la présidence danoise, le Conseil examinera la proposition de la Commission **d'un futur programme Culture au-delà de 2013 dans le cadre du nouveau programme « Europe créative »**, qui sera une priorité pour la présidence.

Le Conseil devra également examiner le programme **« L'Europe pour les citoyens »** qui vise à associer activement les citoyens au processus d'intégration européenne. La présidence danoise œuvrera en faveur d'un renouvellement du programme à la suite de la proposition présentée par la Commission en la matière.

Questions audiovisuelles

Dans le cadre des travaux visant à promouvoir les contenus audiovisuels en Europe, les travaux du Conseil seront axés sur la nouvelle génération des deux programmes de soutien dans le domaine audiovisuel. Le programme MEDIA en cours vise à mettre en valeur la diversité culturelle et linguistique, à renforcer la compétitivité du secteur audiovisuel européen et à accroître la circulation des œuvres audiovisuelles européennes, alors que le programme

MEDIA Mundus vise à promouvoir la coopération audiovisuelle entre les professionnels européens et leurs homologues des pays tiers. La présidence danoise cherchera activement à faire avancer l'examen de la proposition de la Commission sur la prochaine mouture du programme MEDIA au-delà de 2013 dans le cadre du nouveau programme « Europe Créative », prioritaire pour la présidence.

Le Conseil poursuivra également les travaux en cours sur la stratégie numérique pour l'Europe, en particulier la numérisation et l'accessibilité en ligne du **matériel culturel et créatif et la conservation numérique**.

Sport

Dans le domaine du sport, le Conseil s'emploiera à favoriser le sport en Europe et à développer la dimension européenne du sport. La présidence

accordera notamment une importance particulière au **chapitre consacré au sport** dans la proposition de la Commission sur la mise en place du programme « Erasmus pour tous » visant à promouvoir **la neutralité et la transparence dans les compétitions sportives** en encourageant la coopération entre les instances et les autorités sportives et à protéger l'intégrité physique et morale des sportifs et, en particulier, des jeunes.

La présidence mettra en outre l'accent sur les initiatives traduisant le plan de travail de l'Union européenne en faveur du sport de mai 2011 qui vise à développer la dimension européenne du sport. La présidence s'attaquera en priorité à la **lutte contre le dopage**, la lutte contre la fraude et les **matches truqués** ainsi qu'à la participation au sport pour tous et au bénévolat dans le sport.



Ministry of Foreign Affairs
Asiatisk Plads 2
DK - 1448 Copenhagen K
Tel.: +45 3392 0000
www.um.dk



Visitez le site web
de la Présidence